

## Les travaux du Congrès Extraordinaire des 20 et 21 Juin 1970

Edition  
Spéciale

# Un Plan d'Action Socialiste pour une France Démocratique

**C'**EST à l'unanimité moins huit abstentions que le Congrès national extraordinaire d'Epinais a adopté le plan d'action socialiste. Si les socialistes savent en effet se partager sur des problèmes de tactique, lorsque l'essentiel est en cause, plus rien ne les sépare. Et proposer au peuple français une perspective claire pour les dix années à venir appartient bien à l'essentiel.

Car notre pays a besoin de clarté. Douze ans de gaullisme, puis de néo-gaullisme, ont accumulé les raisons de confusion. D'autre part, l'état de la France a changé. Le peuple français sait encore mal qu'il n'est plus celui de Louis XIV ou de la Convention, découvre à peine la civilisation industrielle et passe facilement de l'individualisme le plus extrême à la démission moutonnaire devant le clinquant des personnalités.

Il faudra franchir cette période incertaine, pour la jeunesse comme pour les plus âgés, avant de trouver un nouvel équilibre qu'on a le devoir de proposer dès maintenant. C'est bien ce que le Congrès extraordinaire a fait. Il n'a pas courbé le dos sous le vent apparemment puissant de la mode. Il a retenu le chemin des idées socialistes dans le syndicalisme, la jeunesse, la paysannerie. Et il a montré que la contestation démocratique de la société était compatible avec son profond bouleversement.

**Claude FUZIER,**  
Secrétaire du Parti.



La salle du Congrès pendant le débat général sur le projet de plan d'action

## SÉANCE du SAMEDI MATIN 20 JUIN

La première séance du Congrès national ordinaire est présidée par Roland Monchy, maire adjoint d'Epinais, entouré de Sylvette Piquemal (Ariège), Predieri (Aube), Schwint (Doubs), Layrolles (Epinais), Hinderwald (J.S.).

Roland Monchy souligne la joie de

la section et des élus socialistes d'Epinais d'accueillir les assises nationales du Parti. Malheureusement, cette joie est ternie par l'absence de Gilbert Bonnemaison, hospitalisé à la suite d'un accident d'automobile. Roland Monchy esquisse alors le visage de la commune d'Epinais, cité « dortoir » passée de 15.000 habitants en 1947 à 45.000 aujourd'hui et qui dépassera 65.000 habitants en 1980. Gérée par un municipalité d'union socialiste-communiste, elle a été profondément transformée en six ans et Roland Monchy, soulignant l'accord réel et sérieux entre les deux groupes municipaux, commente les réalisations faites, notamment dans le domaine

de l'éducation et des loisirs de la jeunesse.

Puis il donne la parole à Denis Cépède, rapporteur général de la Commission centrale du Plan d'action.

### Le rapport de Denis CEPEDE

Le plan d'action doit permettre de doter le Parti d'une stratégie politique fondée à la fois sur notre déclaration de principes et sur l'analyse ce que nous faisons de la société dans laquelle nous vivons. Au soir d'Issy-les-Moulineaux, le pays savait que le nouveau Parti existait ; demain il doit connaître sa volonté. En disant ce que nous sommes et ce que nous voulons, nous récuserons à la fois le rêve et la résignation et nous démon-

(Suite page 2.)

Le Bulletin socialiste reprend sa parution quotidienne le 8 septembre. Nous remercions tous les lecteurs qui ont renouvelé leur abonnement et rappelons aux autres que leur échéance est indiquée sur la bande-adresse de leur journal par la lettre E suivie d'un chiffre (exemple : E9 = échéance en septembre).

Abonnement annuel : 40 F - C.C.P. La Source 31.867-71

(Suite de la première page)

trérons que nous n'oublions pas le réel quand nous pensons, ni l'idéal quand nous agissons.

Le plan d'action constituera également une pièce maîtresse pour nos débats avec les organisations politiques et syndicales en vue de l'union des forces de gauche et de leur accession au pouvoir. Enfin, il est immédiatement nécessaire pour la préparation du programme du Parti, programme qui dépend de la stratégie politique choisie. De ce point de vue, notre débat n'est pas académique : notre programme ne sera pas le même selon que nous choisirons d'être l'appoint de gauche dans un gouvernement de gestion améliorée du système capitaliste ou les animateurs d'une transformation fondamentale de la société.

L'importance donc de ce contrat de longue durée que le Parti doit passer avec lui-même exige de la part de tous la plus grande rigueur de réflexion et d'action dans ce débat. Ce besoin a été compris dans les sections et les fédérations, et les textes ou amendements fournis en sont la preuve. La préparation du Plan a mobilisé le Parti dans son ensemble et ce fait répond à ce qu'avait été le vœu du Congrès d'Issy, adoptant à l'unanimité le principe du Plan, celui du Comité Directeur, associant à l'élaboration du Plan des camarades de toutes les origines, de tous les courants de pensée et de toutes les techniques. Cette première étape conduisit à la journée d'information de Bondy. Ensuite, la Commission centrale du Plan d'action, au su des observations faites sur son premier projet, put confier à Roger Quilliot le soin de rédiger un nouveau projet adressé aux délégués du Congrès.

Pour rendre complet et efficace notre débat, il faut d'abord une discussion générale, ensuite un vote de prise en considération du projet — vote qui n'engage pas la décision finale de chacun — puis la réunion de trois commissions de travail, préparant le débat final sur les amendements et le vote de l'ensemble.

Denis Cépède défend alors devant le Congrès la prise en considération du projet qui constitue le résumé fidèle des travaux de tout le Parti et traduit en engagements concrets la déclaration de principes. Parmi les très nombreux textes déposés par les sections et fédérations, deux seulement condamnent le projet : l'un, de la section de Pau, pour des raisons de forme qui doivent être satisfaites par la nouvelle rédaction de Roger Quilliot ; l'autre, sous le titre « Pour un plan d'action socialiste-démocratique », pour des raisons de fond.

Sur cette dernière motion, le rapporteur déclare, après avoir regretté l'absence de ses signataires des travaux préparatoires où ils étaient cependant convoqués, qu'elle surprend par la dénonciation de la prétention du Parti de se doter d'un plan d'action collectiviste, alors que nous avons tous adopté une déclaration de principes proposant « de substituer progressivement à la propriété capitaliste une propriété socialiste ».

Le vrai problème que pose cette motion a été posé par la Commission centrale : y a-t-il lieu d'être socialiste aujourd'hui ? Notre réponse est oui. On pouvait croire hier que le socialisme était l'espoir de ceux qui vivaient dans un monde où les forces productives étaient faibles, le potentiel culturel et technique médiocre, et qu'il suffirait que la science se développe et les moyens de surmonter les pénuries rassemblés, pour que l'homme soit libre et heureux.

Aujourd'hui la science a donné les

moyens de dominer la nature, mais le système capitaliste prolonge les pénuries « par l'inégalité des ressources, la création de faux besoins, le retard dans l'application technique du progrès scientifique, sa méfiance naturelle à l'égard de la promotion intellectuelle des hommes ». La « logique de la rentabilité » débouche « inévitablement sur le déséquilibre entre le Tiers Monde et le monde riche, entre régions dans un même pays, entre les villes et les campagnes, entre la consommation individuelle et les moyens collectifs ». Il est aussi dans cette logique d'abandonner les vieux et les handicapés et de soumettre un sous-prolétariat.

Ce vice ne peut que s'accroître : plus le capitalisme disposera de moyens, plus la trajectoire qui est la sienne conduira à l'aggravation des inégalités et des injustices. Nous sommes donc parvenus à un moment où le choix est entre la complicité avec le capitalisme ou la lutte contre lui. Hier, l'amélioration de la démocratie politique pouvait freiner ces vices. Aujourd'hui, la dénonciation de l'Etat et de l'économie n'a plus de sens puisque l'économie capitaliste doit occuper l'Etat pour poursuivre sa route. Il faut donc proposer un nouvel Etat et une nouvelle économie, c'est-à-dire une révolution.

Cela n'est pas facile, parce qu'il s'agit non de détruire, mais de transformer : parce que l'adversaire dis-

pose de moyens redoutables matériels et psychologiques. Devons-nous alors être découragés ? Non. Regardons autour de nous, la force des aspirations des hommes, des femmes, des jeunes, qui contraignent nos adversaires à voler notre vocabulaire et à le dévoyer ; comprenons la signification de mai 1968 et des mouvements qui secouent la jeunesse du monde ; notons l'adhésion de la C.F.D.T. au socialisme. Et plutôt que de dénoncer la violence, demandons-nous si elle n'est pas une réponse à la violence que la société fait à l'homme.

Devant ces aspirations et ce trouble, nous devons offrir notre expérience : c'est le but du plan d'action.

Denis Cépède indique alors qu'il se contentera d'insister sur quelques traits fondamentaux du projet.

Le mot charnière de tous les développements de la seconde partie du projet est « émulation », qui n'a de sens que si les hommes ont les mêmes droits et les mêmes chances : égalité devant la loi, respect des minorités, accès à l'information et aux moyens d'expression, école unique, élévation de la culture générale, décentralisation des responsabilités, pluralisme des partis, indépendance des syndicats, compétition entre les hommes égaux, disparition des castes, etc.

Cette émulation permet l'effort collectif nécessaire pour couvrir les besoins de tous, y compris de ceux

qui ne peuvent produire (handicapés, malades, personnes âgées, enfants).

Son organisation sera le projet collectif que constitue le plan démocratiquement élaboré. L'appropriation collective est une condition dont la raison d'être est de permettre la construction d'une société nouvelle. Denis Cépède résume alors ce chapitre de la façon suivante : « Le Plan sans l'appropriation collective n'est qu'une belle image, l'appropriation collective sans la démocratisation de l'entreprise n'est qu'un changement de patron, l'autogestion sans le Plan, une promesse de pagaille ! »

La troisième partie du projet essaye de dire comment faire cette démocratie économique. Le Parti doit jouer carte sur table. Il doit dire que le suffrage universel reste la source du pouvoir, mais qu'il mène une action de classe. Il doit proposer à tous ceux qui dénoncent le capitalisme ou ses effets un contrat de gouvernement, à condition qu'ils acceptent les transformations nécessaires et les principes de la démocratie politique. Il doit proposer au syndicalisme l'étude en commun de la mobilisation des travailleurs. Il doit participer à toutes les batailles pour la gestion, étant entendu que la revendication du pouvoir politique a pour but la transformation socialiste de la société. Il doit enfin proposer au peuple une image du Parti qui soit la préfiguration de la société qu'il entend bâtir.

## Le débat général sur le projet du plan d'action

Immédiatement après le rapport de Denis Cépède, le Congrès engage le débat général après avoir, sur intervention de la Fédération de l'Isère et mise au point de Denis Cépède, décidé de terminer ce débat à 18 heures. D'autre part, il est convenu que les réunions de commission seront publiques et ouvertes en conséquence à la presse.

Charles BAUR (Aisne) proteste contre les conditions de préparation du Conseil et du Congrès, estimant que les documents sont arrivés trop souvent trop tard, ce qui entraîne une mise au point de Denis Cépède.

Jean BOUGET (Pyrénées-Atlantiques) présente les observations de sa Fédération. Elle souhaite qu'au-delà du texte arrêté par le Congrès un autre texte, plus public, soit établi pour une large diffusion dans le pays. Autre souhait : que le plan soit précédé par un préambule le situant très exactement par rapport à la déclaration de principes. Il insiste alors sur trois amendements de la Fédération des Pyrénées-Atlantiques.

Le premier préconise une union des socialistes européens, considérant que « le socialisme en un seul pays en Europe n'est possible durablement pour aucun des pays européens pris individuellement ».

Le deuxième tend à préciser les modalités de la socialisation de l'économie, en soulignant que le caractère démocratique du plan doit apparaître au triple niveau de l'élaboration, de l'adoption et du contrôle.

Le troisième concerne les relations internationales. Le socialisme doit revaloriser les organismes internationaux, développer la coopération internationale et condamner la politique des blocs. En conséquence, la France socialiste doit donner l'exemple en quittant le Pacte Atlantique, dirigé par la première nation capitaliste du monde.

Ensuite, LABARRERE (Pyrénées-Atlantiques) précise à son tour « la contradiction fondamentale entre le développement du socialisme dans notre

pays et l'appartenance à un bloc dominé par les Etats-Unis. Il demande la priorité au développement du socialisme sur la construction de l'Europe. A propos de la violence il demande une réplique à la violence quotidienne du capitalisme ».

Jean-Jacques PIETTE (Paris) se prononce pour la prise en considération du projet. Une définition précise de la classe ouvrière est nécessaire, à partir de la notion de plus-value. Elle permet de reconnaître l'existence d'une classe dominante et d'une classe d'exploités. Qui n'est pas avec la classe dominante est avec l'autre. La concentration du capital entraîne d'autres concentrations, y compris la concentration urbaine qui est une forme d'aliénation.

Il est souhaitable de reconnaître également que le Parti est une avant-garde de militants ayant pris conscience de l'aliénation et d'indiquer que le socialisme est une vision du monde. Le socialisme n'hésitera pas à défendre son acquis et si le terme « dictature du prolétariat » n'est pas bon, il doit être clair que nous utiliserons l'appareil de l'Etat pour le protéger contre les contre-offensives bourgeoises.

Edouard GOURTEVOY (Marne) se déclare hostile à la prise en considération du deuxième document, le premier étant le seul qui ait été soumis aux sections : il déposera une motion en ce sens. Puis il propose plusieurs amendements tendant à préciser le caractère des luttes de masses, de la notion de vacances de la légalité, de réplique insurrectionnelle aux atteintes aux libertés fondamentales. L'orateur souligne que le Parti doit travailler à la réalisation de l'unité des forces anticapitalistes, et qu'il ne peut participer au pouvoir que pour avancer vers le socialisme.

Il se prononce également pour le retrait du Pacte Atlantique, ce qui aurait une signification morale et politique de la plus haute importance. Enfin, l'orateur conclut en affirmant

que la seule défense nationale est celle du soulèvement national en cas d'agression.

ANCIAN (Oise) s'oppose à ce que, sous le prétexte légitime de ne pas figer le document du plan, on puisse remettre en cause les options fondamentales du Parti. Il souligne ensuite qu'en 1970, la prudence s'impose lorsqu'on parle de socialisation des moyens de production, car cette exigence n'est pas la seule qui puisse déterminer le caractère révolutionnaire d'une organisation. Il défend ensuite les idées d'autogestion et de pouvoir syndical dans l'entreprise. L'orateur s'oppose alors à la proposition Chandernagor de ne pas adopter le plan, car cette proposition revient à croire qu'on peut en France transformer la société sans les communistes.

André CHANDERNAGOR (Creuse) commence par quelques observations de procédure sur les retards dans la diffusion des documents. Il s'étonne de la présentation au dernier moment d'un nouveau texte « qui diffère largement du précédent, tant par la forme que par le fond ». Le premier texte avait l'allure d'un catéchisme et ne correspondait pas à la réalité. Des imprudences étaient commises, notamment dans la définition des mesures d'urgence. « On n'a pas le droit de faire preuve ici d'irresponsabilité, cette marche au socialisme en casoar et en gants blancs n'est pas souhaitable. »

Le nouveau projet est plus séduisant et plus habile. Il fait appel au concret : « Il s'agit bien en réalité d'un autre texte, plus complet, et articulant parfois des propositions différentes. » Le plan d'urgence se limite désormais à la réduction des inégalités les plus criantes, la garantie du pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions d'existence. Avec ce nouveau texte, on a reconnu implicitement le bien fondé de nos critiques et de notre thèse.

(Suite en page 3.)

(Suite de la page 2)

Il reste cependant des observations à faire. D'abord sur l'orientation générale. Elle est maximaliste. Elle repose sur le pari d'une chute rapide, quasi brutale, du capitalisme. Nous pensons au contraire « que le capitalisme recèle des possibilités extraordinaires d'adaptation et que ce sera très long, et que la voie des réformes pas à pas est la seule approche possible ». Nous sommes proches des autres sociaux-démocrates européens et vous nous voulez en flèche. Par exemple, on parle beaucoup d'autogestion, mais pas du tout de cogestion. Vous allez très vite vers la socialisation des moyens de production, alors qu'il faudra aller lentement. Il faudra sans doute maintenir longtemps une économie mixte, pour maintenir l'aiguillon de la tension entre les entreprises et le secteur collectif.

La socialisation des moyens de production est dans notre déclaration de principes. Mais je dois vous mettre en garde contre les risques courus dans une économie ouverte, dans une Europe en formation. L'autarcie n'est pas possible : elle conduirait à la stagnation, à la vassalisation et à la diminution du niveau de vie auquel les travailleurs sont attachés.

## SÉANCE du SAMEDI APRÈS-MIDI

La séance du samedi après-midi est présidée par André CELLARD, assisté de Marie-Louise ANTONA (Paris), HEURTÉS (Lot), PACOT (Rhône), TARRAF (Eure-et-Loir), DE BONO (E.S.).

Alain SAVARY intervient sur l'organisation des débats. Afin de permettre le plus large débat, il propose que le débat général soit mené sans discontinuer jusqu'à son terme, que tous les amendements soient réunis au bureau et que les commissions se réunissent le dimanche matin, après que les responsables de celles-ci aient préparé le débat après la séance de cet après-midi.

Le Congrès, consulté, approuve ces propositions.

Le premier orateur est Eric HINTERMANN (Val-d'Oise) qui souligne la nécessité de bien analyser la réalité française pour faire un bon plan d'action. Cette analyse doit s'appuyer sur les résultats électoraux et les sondages d'analyse politique. Ces derniers montrent que la majorité des Français sont pour le libéralisme économique. Les résultats électoraux montrent que la gauche n'a jamais dépassé 43 % des suffrages. Quant à la jeunesse, elle est assez profondément gagnée au réformisme. Elle a besoin à la fois d'idéalisme et de concret. Notons également l'influence du milieu sur elle : la jeunesse attend de la politique une rapidité aussi grande que celle montrée par la technique, entre le moment de l'invention et celui de la mise sur le marché. Nous devons donc refuser les promesses irréalisables, comme en propose le document et être concrets et progressifs.

Dominique TADDEI (Somme) apporte des précisions sur le travail de la commission centrale du plan. La critique d'Hintermann porte sur des points qui relèvent plus d'un programme de gouvernement que d'un plan d'action. Quant aux problèmes régionaux et municipaux, il ne sont pas dans le plan parce que des assises spécialement réunies à cet effet auront à en traiter.

L'orateur aborde ensuite les critiques portant sur le contenu du projet. Elles proviennent des signataires

L'orateur aborde la question européenne et dénonce comme des faux problèmes les hypothèses du projet. Pour lui, l'obligation européenne, parce qu'elle limite les possibilités, conduit à lutter pour le socialisme dans l'Europe. Il faut agir aussi avec « nos partenaires naturels dans l'Europe, c'est-à-dire les partis socialistes européens ». Nous ne devons pas nous couper d'eux. Disons également clairement que l'Europe se fera par la voie de la supranationalité.

Sur le Pacte Atlantique, le départ unilatéral est un jeu de gribouille dans l'état actuel des choses. « Il faut en rester à la thèse qui fut la nôtre de la dissolution simultanée des deux pactes. »

Enfin, des questions de stratégie. Il faut que nous sachions si le plan d'action, qui n'est pas un texte circonstanciel, entérine le texte circonstanciel d'Issy-les-Moulineaux. Le plan d'action doit-il faire une ligne permanente de la motion d'Issy « ou nous donnez-vous le droit d'espérer qu'un jour la minorité que nous sommes aura la possibilité dans ce Congrès de faire autre chose » ? Car nous souhaitons un Plan conforme à notre pensée et dont découle une stratégie plutôt qu'un Plan commandé circonstanciellement par la stratégie.

de la « motion pour un plan d'action socialiste - démocratique » qui nous propose une dimension, un objectif et un moyen. La dimension est l'Europe et là dessus l'accord existe ; mais ce texte ajoute qu'à un moment donné l'Europe et le socialisme étant incompatibles, il faut choisir l'Europe. L'objectif est d'arriver à promouvoir un homme libre et responsable. Qui n'est pas d'accord là dessus dans le Parti ? Le moyen est la croissance économique maîtrisée. Là dessus l'accord existe non seulement dans le Parti mais hors du Parti : qui n'est pas pour la croissance économique maîtrisée ? En fait, il s'agit d'une mystification de vocabulaire qui cache une autre réalité.

L'orateur conclut : vous nous avez accusés d'être des traditionalistes, des paléosocialistes. Nous en sommes fiers parce que cela signifie lutte de classe, action de masse et révolutionnaire et finalement socialisme tout court.

Henri SERGE (Hauts-de-Seine) présente une motion de sa fédération qui tend à exprimer en quoi le plan d'action doit se situer dans un cadre idéologique. Car le plan devra être prolongé par la réflexion constante et le combat militant quotidien. L'orateur analyse alors les transformations du capitalisme, qui a intégré l'action de l'Etat, qui assure une croissance importante, mais qui augmente les inégalités sociales et ne satisfait pas les aspirations culturelles, sociales et spirituelles de l'homme.

L'analyse se porte enfin sur nos propres expériences : on doit en conclure que le socialisme ne se fera pas grâce aux non socialistes, que le socialisme ne pourra prendre le pouvoir que par l'adhésion de la majorité, que l'union de la gauche suppose le dépassement des vieilles habitudes.

Max LEJEUNE (Somme) soutient la « motion pour un plan d'action socialiste - démocratique » et justifie la jonction des deux termes parce que d'autres ont dévoyé le mot socialisme. Il constate ensuite une amélioration dans le texte Quilliot par rapport à l'ancien texte, sans que

cependant on s'attache à tout ce qui a un aspect concret. Car les temps ont changé : la lutte des classes a perdu de sa brutalité ; des classes nouvelles prennent de plus en plus d'importance, la jeunesse est plus modeste dans ses revendications qu'il y a trente ans. D'autre part, nous ne réaliserons pas le socialisme dans un seul pays et qu'on le veuille ou non l'engagement européen doit être développé. Une fédération des partis socialistes européens est souhaitable pour bâtir un plan économique européen. Nous devons donc nous entendre avec les autres partis socialistes des pays voisins, qui sont réformistes ou réformateurs et ont le soutien de la classe ouvrière malgré cela, et nous devons accorder nos violons avec les leurs. Depuis 1920, nous prônons la révolution en termes subtils, mais les auditeurs veulent du concret. Alors ne laissons pas croire que nous allons nous lancer dans l'aléa révolutionnaire avec le parti communiste. N'ayons pas peur de nous dire réformistes.

Jean GAREL (Aisne) estime que le débat oppose les marxistes actuels du Parti aux réformateurs actuels, alignés sur des positions qui sont celles de non socialistes. Ceux-ci défendent le credo économique libéral du XVIII<sup>e</sup> siècle, la cogestion inégale et nous invitent à nous préoccuper d'autre chose que de la classe ouvrière sous prétexte qu'elle a changé. L'orateur critique alors l'intervention de Chandernagor. Il nous reproche notre irréalisme, mais nous attendons encore qu'il en apporte les preuves. Il aurait été aussi souhaitable, après ses déclarations sur l'adaptation du capitalisme, qu'il s'interroge sur la crise du capitalisme américain, reconnue par les Américains eux-mêmes. Des symptômes de crise existent aussi en Angleterre, en Irlande, en Suède, en Allemagne. La France dépend de ce marché mondial dominé par les Etats-Unis et suivra son sort. Or l'analyse de Chandernagor repose sur l'idée qu'il a de la survie du capitalisme dans son ensemble. Que pense-t-il donc de la crise qui couve ? L'irréalisme, c'est de l'ignorer. Car nous en sommes au point où la contradiction, analysée par Marx, entre le développement des forces productives de l'humanité et les rapports sociaux de production du capitalisme se développe et crée une crise permanente.

Lucien PEYRASSOL (Bouches-du-Rhône) estime que la place réservée à l'Europe dans le plan d'action est insuffisante, et que certaines des idées retenues sont en recul sur ce que les socialistes disaient il y a quelques années. Certains en arrivent à ne plus vouloir d'une Europe qui ne serait pas d'emblée socialiste. Edifier les Etats-Unis d'Europe est notre objectif numéro 1 : sans cela nous n'échapperons pas à la colonisation américaine.

L'orateur regrette qu'Alain Savary n'ait pas démenti un propos de Georges Marchais sur l'indépendance nationale. Nous ne devons pas apporter de l'eau au moulin antieuropéen du P.C.F. et nous devons bien comprendre la différence entre souveraineté nationale et indépendance nationale.

\*

Alain Savary informe alors le Congrès que la délégation de la Convention, compte tenu de la décision de lui donner la parole, comprendra François Mitterrand et Claude Estier.

\*

La parole est ensuite donnée à Robert PONTILLON (Hauts-de-

Seine) qui, au nom de sa fédération, propose que le texte qui sortira du Congrès ne soit pas publié immédiatement, mais soumis à un travail de mise en forme par une commission ou par le Comité Directeur.

Il fait ensuite deux observations de politique internationale : l'Europe et la sécurité. Il dénonce le faux dilemme entre socialisme et Europe capitaliste. Les nations sont interdépendantes. Une expérience socialiste française ne peut se concevoir dans l'autarcie. Notre réflexion doit donc aboutir au compromis entre la réalité et la marge d'initiative que les engagements contractuels européens laissent à la construction du socialisme, ainsi qu'à la définition d'une stratégie économique nouvelle commune à tous les pays européens indépendamment de leur régime. Le problème est donc le maximum de socialisme dans le maximum d'Europe. Dans ce but, nous devons prendre les initiatives propres à favoriser la création d'un parti socialiste européen.

Sur le pacte atlantique et la sécurité, l'orateur rappelle d'une part que la sécurité fait partie des préoccupations socialistes, d'autre part que l'évolution des armements a modifié les données de la stratégie défensive européenne. Il propose qu'on parle de « disparition progressive et équilibrée » des pactes, au lieu de « destruction simultanée ».

Claude BELVEZE (Landes) traite de la participation, qui a pour préalable l'unité de la gauche. L'union organique de la gauche non communiste est nécessaire. D'autre part, nous devons maintenir un dialogue permanent avec le parti communiste.

La fédération des Landes se prononce également pour le scrutin proportionnel dans toutes les consultations, y compris à l'intérieur du Parti, et pour la représentation régionale dans les organismes directeurs. Enfin elle se prononce pour le retrait du pacte atlantique.

Marc WOLF (Nord) présente les amendements de la minorité du Nord, sur les formes nouvelles de la lutte de classes, l'importance du mouvement de masse et la stratégie du Parti dans la construction du socialisme. Il insiste sur ce dernier point. L'accession au pouvoir des socialistes doit être ressentie par les travailleurs comme une rupture nette avec le vieux système. Ce qui peut se faire en deux temps : assurer d'abord le contrôle des travailleurs sur l'économie, éliminer ensuite du pouvoir économique la classe capitaliste. Un triple secteur est nécessaire : nationalisé, mixte et la petite entreprise privée. Dans le secteur mixte, le pouvoir sera partagé entre le capital, les collectivités et le travail. Cette cogestion n'a rien à voir avec celle de Chandernagor : elle est une étape vers le socialisme. Car le socialisme se construisant à partir d'un rapport de force, les travailleurs prendront leurs responsabilités dans l'entreprise. Cette cogestion conduira à l'autogestion. En conclusion, l'orateur condamne le socialisme qui renvoie la transformation de notre société aux calendes grecques.

Guy MOLLET (Pas-de-Calais) annonce que sa fédération votera la prise en considération du texte. Mais il nous est apparu qu'il y avait une sorte d'incompréhension à l'égard de la signification de notre Congrès et du plan d'action. Pour moi qui ai suggéré ce plan au nouveau parti, il se situe à une place très précise. Il y a d'abord la déclaration de principes qui ne saurait être remise en cause. Des propos curieux ont été tenus à ce sujet. Personne n'est

(Suite page 4.)

(Suite de la page 3)

obligé d'être socialiste. De l'autre côté, il y a le programme de législation ou de gouvernement. Entre les deux, le plan d'action. L'évolution permanente du capitalisme exige son analyse permanente et des réactions permanentes à cette évolution. Ce ne sont pas des réactions à court terme. Il nous faut donc un plan pour une décennie, qui soit plus qu'un programme, puisqu'il définit une stratégie.

Le critère essentiel est que le plan d'action est subordonné à l'acquiescement fondamental de la déclaration de principes. J'ai depuis ce matin une inquiétude à ce sujet, car je me suis cru revenu en 1933 en entendant certains thèmes. J'ai entendu condamner l'idée révolutionnaire et le « socialisme de l'impossible » qui serait celui du plan d'action, j'ai entendu passer du mot « réformiste » au mot « réformateur » et le rassemblement des réformateurs n'est pas loin. Informez-vous et voyez où conduit la tentation de ce qu'on appelle le possible. Ne vous laissez pas prendre à de faux débats. Ne permettez pas que sous prétexte de réalisme on liquide l'idéal du socialisme et par conséquent le socialisme. Et Guy Mollet conclut par un appel au resserrement des rangs de tous ceux, jeunes ou vieux, qui refusent la remise en cause de « la vocation socialiste ».

La parole est alors donnée à Alain Savary pour accueillir François Mitterrand. On trouvera ci-après des analyses des discours des deux responsables. Le débat reprend ensuite par l'intervention de Jean-Pierre CHEVENEMENT (Paris) qui signale d'abord que le congrès de sa fédération a voté un texte réclamant pour janvier prochain un congrès de réunification. Il présente ensuite des propositions de politique étrangère. Nous ne méconnaissons pas plus qu'André Chandernagor la dimension internationale des problèmes. Nous craignons seulement que Chandernagor se soit trompé d'internationale : on nous demande de faire la pause avant d'avoir donné le signal du départ.

C'est pourquoi la fédération de Paris a voté un premier texte qui donne le cas échéant priorité au socialisme sur l'Europe et un autre qui se prononce pour le retrait du pacte atlantique. Cette seconde décision serait un symbole éclatant de notre détermination. Cela ne change pas grand chose à l'équilibre militaire, mais auraient une profonde résonance. Ce serait un obstacle levé sur la voie de l'accord politique avec le P.C.F. Cela nous permettrait enfin d'affirmer notre solidarité avec le Tiers Monde et le Vietnam.

Robert FAVRE (Val-de-Marne) annonce que sa fédération a rejeté la thèse Chandernagor qui ajourne les mesures de socialisation en les subordonnant à une négociation préalable avec les autres partis socialistes ; il en a été de même de la thèse renonçant à la construction européenne. L'orateur estime que le socialisme en Europe est possible, dès lors qu'il ne s'assimile pas à des méthodes de gestion qui ne sont pas les siennes. Il signale que sa fédération a condamné la politique des blocs et s'est prononcé pour l'alliance des forces anticapitalistes. Elle approuve le document de base du plan d'action.

Georges SARRE (Paris) fait appel aux faits que sont le recul du S.P.D. et l'échec travailliste. Pour lui, ce sont les preuves que le conservatisme

ne paye pas, que les stratégies du compromis échouent finalement. Le réformisme républicain n'est plus de notre époque. Nous ne devons refuser aucun moyen pour abattre la résistance du capitalisme. La lutte de l'ensemble des travailleurs est la seule voie. Cette lutte exige l'union des syndicats et des partis représentatifs des travailleurs sur la base d'un programme commun, après avoir vidé au fond les désaccords fondamentaux. Les élections sont un moyen, parmi d'autres, d'agitation et de propagande. Non à la violence, mais oui à la force des travailleurs. L'action des masses est la solution réaliste en face de la crise du capitalisme français.

DUPONT (Loiret) traite du problème de la prise en considération du projet, étant entendu qu'il s'agit d'un document de travail. La fédération s'est inquiétée de certaines formules qui prouvent que des membres du Parti subordonnent le socialisme à la construction européenne. Elle condamne également la formule de l'alliance avec des forces dénonçant les effets néfastes du capitalisme sans faire une stratégie socialiste. Giscard d'Estaing condamne certains effets du capitalisme. S'adressant aux signataires de la « motion pour une démocratie socialiste », il leur dit que s'ils sont exigeants en matière de démocratie à l'égard des communistes, il ne le sont guère en matière de socialisme à l'égard d'autres. Pour sa fédération, la ligne d'Issy-les-Moulineaux n'est pas circonstancielle, mais permanente.

Joseph MENGA (Pas-de-Calais) présente des observations sur les méthodes que doit utiliser le Parti pour être puissant, efficace et compris. Nous devons avoir un parti de masse ayant le souci d'un recrutement nombreux, ce qui exige que nous saisissons les positions concrètes qui touchent la population. Il faut des contacts avec les organisations de masse (syndicats, jeunesse, associations familiales, culturelles, etc.) et un dialogue avec leurs membres. Il faut suivre régulièrement les activités locales, faire connaître l'opinion du Parti sur les difficultés concrètes.

Louis LETONTURIER (Paris) considère que la plus forte critique contre le document de travail a été la publication d'un second document connu seulement par le Congrès. On ne comprendrait pas une telle substitution et c'est pourquoi seul le document de travail doit être pris en considération.

Le plan d'action est attendu dans et hors du Parti. Le Congrès doit donc trancher. Il fixe une orientation générale qui signifie notamment qu'aucune alliance électorale ne pourra être en contradiction avec cette orientation. Voilà qui est concret et qui a été la préoccupation des sections. L'orateur se prononce ensuite pour une lutte constante contre les pactes militaires, pour la liaison contre les luttes de masse et les luttes électorales et parlementaires. Le Parti ne doit pas renoncer à la lutte des classes, dont seules les formes ont changé, mais pas le contenu. Il ne doit pas renoncer à être un parti ouvrier pour n'être que celui du secteur tertiaire. Il doit tendre à rassembler ces deux forces. Après avoir souhaité que le P.C.F. soit interrogé sur la signification réelle de la « démocratie avancée » (l'amélioration de ce qui est ou l'inauguration de la société socialiste), l'orateur conclut en soulignant que nombreux sont ceux qui attendent que le Parti « pense, parle et agisse au-delà du possible ».

Gérard DENECKER (Corrèze) se

réjouit de la tenue du débat qui prouve la réalité du Parti. Sur les objectifs du plan, trois problèmes fondamentaux : conception de la socialisation, qui doit être décentralisée ; l'autogestion, fort à la mode, qui est positive mais qui a ses limites et qui doit s'insérer dans l'ensemble plus vaste dont l'armature est la planification ; les voies de passage au socialisme, ce qui suppose la coordination des luttes politico-économiques, une collaboration avec les syndicats et les organisations de masse et le lien entre les luttes sociales et l'action électorale. L'orateur propose alors que soit lancée aux organisations de la gauche non communiste l'idée de grands colloques socialistes.

Sur l'Europe, il existe un compromis possible entre elle et le socialisme. D'autre part, le rapprochement avec les autres partis socialistes doit être poursuivi. Sur le pacte atlantique, le Parti devrait dire son intention de le quitter et proposer à l'Ouest et à l'Est un pacte de sécurité. L'orateur conclut en suggérant que le plan fasse l'objet d'une publication en librairie.

Patrice GADELLE (Isère) annonce que sa fédération rejette la motion Chandernagor, mais considère que le projet comporte des lacunes. Il faudra poursuivre la réflexion et améliorer les conditions de travail.

Nous devons insister sur la lutte concrète contre l'exploitation capitaliste internationale du Tiers Monde ; sur le caractère décentralisé du socialisme que nous proposons ; sur le caractère concret de notre action, notamment municipale. L'orateur propose d'insérer les principes élaborés à la rencontre de Montbéliard dans le plan d'action.

Georges MACHABER (Val-d'Oise) affirme qu'on ne peut attendre une Europe socialiste pour faire le socialisme en France. Le recul allemand et l'échec travailliste montrent que sans rupture avec le système politique et économique ancien, on redonne le pouvoir à la droite. Des contacts sont souhaitables, mais nous devons créer notre propre modèle socialiste. Il s'agit de lutte de classe. Au-delà de la diversification, il existe une seule classe de producteurs salariés, égaux entre eux. Le Parti doit les représenter tous.

Louis THIEBAULT (Puy-de-Dôme) traite de l'Europe, à la création de laquelle les socialistes ont contribué considérablement. Les grands problèmes se traitent à l'échelle internationale. Face à l'Europe capitaliste qui se construit, nous devons unir les socialistes d'Europe pour une stratégie commune. Ce n'est pas un préalable, mais un besoin. Il lit la motion du Puy-de-Dôme qui propose la recherche de cette stratégie européenne.

Jean-François BOISSEL (Val-d'Oise) considère que le projet a souvent confondu les structures, les moyens et les objectifs. Pour éviter de telles erreurs, une étude des méthodes modernes de recherche et de réflexion est nécessaire : une commission rattachée au secrétariat à l'organisation doit être créée à cet effet. L'orateur propose ensuite un système de préparation des congrès nationaux : trois mois avant, envoi des thèmes à étudier aux fédérations ; deux mois avant, retour des études fédérales au centre et diffusions dans tout le Parti ; pré-congrès pour rechercher les synthèses, qui reexpédie les textes aux fédérations.

Jean-Paul DESGRANGES (Allier) considère que l'avenir du socialisme passe par l'union de la gauche. Pour créer un débat réel, proposons la diffusion dans les sections du Parti, du

P.S.U. et de la C.I.R., des documents préparés par ces organisations, le plan, le contrat et le projet. En outre, cela aiderait à la lutte en commun pour les municipales. L'orateur aborde ensuite le problème de l'information et de la censure et condamne les groupes de pression qui interviennent pour faire interdire telle ou telle œuvre.

Jean-Marie FAIVRE (Nord) signale que sa fédération a travaillé sur le document de travail et a recherché la discussion la plus large possible. Elle est pour la poursuite de la construction européenne, compatible avec l'action socialiste ; pour la disparition progressive des blocs militaires et contre le retrait unilatéral du Pacte Atlantique. Une autre question examinée est celle de la base sociale du Parti et du soutien populaire de l'action du Parti au pouvoir. Notre stratégie doit être démocratique et l'orateur cite à ce propos une phrase du livre d'Alain Savary. Au pouvoir, nous devons veiller à ce que la population soit associée à la marche des affaires publiques, notamment par la discussion des grandes options du Plan, par le développement des initiatives décentralisées, par une pédagogie de la gestion.

Jean POPEREN (Paris) considère qu'effectivement l'organisation des masses est le problème central. Pour le résoudre, il faut comprendre les conditions dans lesquelles se trouvent le régime et les masses par rapport à lui. Le régime a les plus grandes difficultés à ajuster le capitalisme pour le passage au deuxième âge industriel. L'orateur cite un article de Georges SUFFERT qui prouve une aggravation de la lutte et les contradictions de classe. Les couches moyennes entrent en conflit avec le capitalisme moderne. En face de cela, trois issues pour le pouvoir : la matraque, l'ouverture politique, l'entreprise confusionniste. Cette dernière consiste, en profitant de la crise de mutation du socialisme, à faire croire qu'il n'a plus de sens. D'où la lutte au sein même du mouvement socialiste menée par les « choryphées du socialisme moderne » dont le porte-parole le plus qualifié est en ce moment Jean-Jacques Servan-Schreiber. Mais ils sont aussi dans nos rangs et dans ceux du P.S.U. Leur méthode est « de prendre appui sur les changements pour nier les réalités fondamentales ». Le plan d'action doit être la réplique : une tentative de définition de la lutte des classes aujourd'hui. Etre concret, c'est connaître l'existence d'une classe de travailleurs exploités. Les travailleurs de cette banlieue, s'ils ont repris des avantages par une longue lutte, sont toujours aliénés. Le système capitaliste secrète toujours de nouvelles formes d'aliénation. Et comment peut-on dire que la combativité de classe a cessé, après mai 1968, après le congrès de la C.F.D.T. ?

Denis CEPPEDE tire les conclusions du débat. Il faut nous prononcer sur la prise en considération du projet, étant entendu que cette prise en considération ne préjuge pas du vote final de chacun. Mais pour autant, n'escamotons pas les divergences. Deux analyses se sont confrontées, qui partent de la réalité. L'une ne pense pas que cette réalité puisse être modifiée. L'autre accroche son analyse à la déclaration de principes. Nous avons d'une part l'analyse d'une force et la stratégie des petits pas, d'autre part l'analyse d'une ambition et la stratégie de la remise en cause du capitalisme. Donc nos pas « doivent être décisifs, déclencher une

(Suite page 14.)

# PLAN D'ACTION SOCIALISTE

## INTRODUCTION

*Il n'est pas de socialisme sans optimisme ; mais il n'est pas de socialiste qui puisse céder à un optimisme facile qui fonderait sur sa seule évolution scientifique et technique sa conviction d'un avenir prometteur.*

### 1. UN OPTIMISME LUCIDE

*Pareilles à celles qui emportent les cosmonautes sur la lune, d'autres fusées sont grosses de charges mortelles pour l'univers ; la terreur même qu'elles entretiennent préserve en Occident une paix précaire que le Tiers Monde paie d'une gangrène endémique.*

*La médecine qui soulage et prolonge l'occidental, multiplie les affamés dans le reste du monde : le jour est loin encore où, maîtrisant la nature et les préjugés, l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique contrôleront à leur tour une démographie galopante.*

*Depuis que le feu jaillit de pierres entrechoquées, l'histoire de l'humanité n'est qu'une interminable lutte contre des fatalités apparentes ou réelles. Vivre, c'est ne pas se résigner. Plus que jamais, le conservatisme est un non-sens ; aussi bien, personne ne préconise-t-il l'immobilité. Il n'est bruit que de nouvelle frontière, de société nouvelle. Partout, on ravale, on rajeunit bon gré, mal gré, pour répondre aux successives poussées démographiques comme à l'incessante marche en avant de la science. Le monde industrialisé tout entier se veut progressiste par nécessité, et les puissants du jour ne sont pas les moins ardents à prétendre forcer la marche : une colonne en mouvement s'interroge rarement sur la compétence de ses chefs et l'objectif qu'ils lui assignent.*

### 2. LA LUTTE CONTRE LES FAUSSES FATALITÉS

*Mais toute cette agitation ne peut masquer la détermination consciente de ne bouleverser la surface des choses que pour mieux maintenir les fondements de l'ordre social.*

*Admettons un instant l'image de l'homme que tentent d'imposer les laudateurs de ce qu'il est habile d'appeler, non plus le capitalisme, mais la société industrielle. Qui reconnaîtra l'homme dans cet être sollicité par mille produits nouveaux offerts à son choix, et qui ne s'interrogera pas sur les décisions qui précéderont leur fabrication ? Emiettée, son attention s'égaré. La bourgeoisie fait sien le mot de RIVAROL : « Sa Majesté le Peuple se tient tranquille quand elle digère ». Un jour vient pourtant où le Peuple perd patience...*

*Loin de nous l'intention de sous-estimer les bienfaits matériels et intellectuels de la croissance économique. L'âge d'or n'est pas derrière nous, dans la misère antique. Ni aujourd'hui où les névrosés de l'assouvissement trop facile restent la minorité bruyante face à une masse de travailleurs qui connaît les horaires les plus longs d'Europe et les bas salaires les plus bas du Marché Commun. Mais l'appétit de consommer, artificiellement exalté, crée servitudes et déséquilibres. Le jour même où des cosmonautes*

Voici le texte intégral du Plan d'Action Socialiste adopté à l'unanimité moins 8 abstentions par le Congrès National Extraordinaire et revu sur la forme par le Comité Directeur du 4 juillet 1970 conformément à la décision du Congrès.

*remportaient leur plus belle victoire, triomphant des défaillances de la machine, une avalanche écrasait des dizaines d'enfants. Qui dira ce qu'une catastrophe en montagne doit aujourd'hui à la fatalité naturelle ou à l'imprévoyance, voire à la spéculation forestière ou foncière ?*

*A mesure que l'homme prend possession de la nature physique, une sorte de nature économique et sociale, aux mécanismes complexes, semble se dresser devant lui. On exalte souvent la maîtrise conquise sur la première pour mieux nous inciter à nous incliner devant le système social. Comme si la conquête de la lune nous dispensait d'aménager la terre ! Jadis, on prêchait à nos pères que la nature était monarchique ; on nous assure aujourd'hui que l'économie est foncièrement oligarchique. Sans ignorer pourtant les limites de la volonté humaine, nous n'acceptons pas ces fausses fatalités par quoi les nantis s'efforcent de perpétuer leurs privilèges et leurs pouvoirs.*

*Ceux qui prirent conscience qu'il n'y avait pas de fatalités à subir ni d'avenir à attendre, mais un système à abattre et un monde à bâtir, ont trouvé dans la pensée socialiste des démonstrations décisives. Elle montre, en effet, que l'appropriation privée des moyens collectifs de production divise la société en classes, que la recherche du profit privé compromet la visée de l'intérêt général, favorise l'oppression des peuples et les conflits entre les nations, rend illusoire tout effort collectif pour orienter et maîtriser le devenir de la société.*

*Personne ne soutient plus que l'accroissement du Produit national évalue l'élévation des satisfactions. Dans une société, où produire est un but et l'homme un instrument, il est impossible d'espérer que la croissance matérielle va déboucher d'elle-même sur l'épanouissement de la vie personnelle et sociale.*

### 3. UN MAITRE-MOT

*Aujourd'hui socialisme demeure un maître-mot. Mais la vérité, c'est que nulle part n'a triomphé un système qui réalise pleinement les aspirations qu'il exprime. Il donne ainsi l'impression d'avoir éclaté en mille visages : Alger, Belgrade, Bonn, Cuba, Dakar, Le Caire, Moscou, Pékin, Stockholm ou Vienne. Et nous en passons.*

*Pourquoi cet émiettement que reflète le miroir brisé de la gauche française ? Parce que la société capitaliste s'est profondément diversifiée sous l'effet de la croissance industrielle ; depuis les éclipses du sous-développement jusqu'au coureur de fond yankee, la colonne s'étire au long du chemin ; parce qu'en sa pointe avancée, la société capitaliste s'est parfois efficacement adaptée aux problèmes que l'Histoire lui posait comme au combat que les socialistes lui opposent ; on plaque sur leur ambition les images mutilées qu'en donnent les habiles, les violents et les timorés ; parce qu'enfin la réplique socialiste doit s'adapter elle aussi au développement industriel, à l'état des esprits, au comportement des classes dirigeantes et que les résultats obtenus jusqu'à ce jour au pouvoir*



comme dans l'opposition, peuvent être diversement appréciés.

En France particulièrement, l'histoire de ces cinquante dernières années fut marquée par bien des espoirs et des déceptions, des victoires et des revers ; le mouvement ouvrier, syndical et politique, s'est gravement divisé. Un nombre variable de formations, d'importance également variable, couvre d'une même étiquette socialiste des marchandises fort différentes. De vieux débats, qu'on supposait tranchés, ont resurgi ; mais bien des faux problèmes aussi.

#### 4. UNE RÉFLEXION SALUTAIRE

On a pu croire, voici dix ou douze ans, les idéologies frappées à mort. Clubs et Colloques ont alors tenté de relayer une pensée politique qu'ils jugeaient défaillante. Depuis sont nés maints ouvrages et la réflexion théorique, un moment tarie, refléurit de plus belle. Il n'est pas une formation politique ou

syndicale digne de ce nom qui puisse aujourd'hui se dérober à cet effort collectif.

Le Plan d'Action Socialiste est une contribution à ce vaste mouvement de remise en cause. Elle prolonge, sans prétendre la parachever, cette entreprise de rénovation que constitue la mise sur pied du Parti Socialiste. Le débat restera largement ouvert à l'intérieur comme à l'extérieur sur la manière dont les principes socialistes doivent être traduits en actes. C'est dire que notre entreprise est à la fois ambitieuse, réaliste et modeste ; ambitieuse, puisqu'il s'agit de faire le point dans une Histoire en pleine accélération ; modeste, puisque nous ne prétendons ni dire le droit ni, dans ce Plan d'Action, énoncer une vérité absolue et moins encore prophétiser l'avenir, mais définir une ligne de conduite pour le moyen terme. Modeste encore, puisque nous ne présentons aucun « modèle » à l'univers entier ; mais ambitieuse pourtant, puisque nous ne saurions nous satisfaire de regarder l'heure à notre seul clocher.

Souhaitons que la confrontation contribue à rassembler dans la clarté ceux qui se réclament du socialisme.

## I. - Où en sommes nous ?

Nous sommes en France, en pleine Europe, dans un système capitaliste caractérisé par l'existence d'un important secteur étatique et d'un syndicalisme inégalement représentatif selon les pays.

### I. L'UNIVERS EN CROISSANCE

La croissance de l'économie marchande est un fait d'évidence, que confirment statistiques et observations directes, et la théorie de la paupérisation absolue n'est plus conforme à la réalité. Plus que toute autre nation, les U.S.A. nous offrent le spectacle d'une économie dynamique où les traits du capitalisme effréné sont les plus accusés. Avec les correctifs que leur imposent leurs traditions et leurs conditions géographiques propres, la plupart des pays capitalistes occidentaux suivent une évolution de même nature et de même sens. Si la France gaulliste se voulait originale, la France pompidolienne rêve d'imiter les nouveaux riches du Nouveau Monde.

Mais quand on sait qu'il y a aujourd'hui plus de chercheurs vivants qu'il en vécut, comment croire que toutes les possibilités de croissance sont saisies ? Ne voit-on pas que le secret est plus précieux que le savoir ? Les moyens du développement scientifique chichement mesurés ? L'accès aux connaissances inégalement assuré ? Il est soumis aux besoins immédiats du capitalisme privé qui colonise l'Etat. La frénésie dispendieuse des innovations factices dissimule et prolonge les structures surannées.

L'application des recherches effectuées, la recherche elle-même, sont déclenchées en fonction des moyens accumulés dans une société où la demande solvable ne reproduit pas l'ordre des priorités des besoins à satisfaire. La stratégie de décision vise le profit privé et non l'avantage collectif. Comment espérer alors que le progrès social va être à la mesure du progrès des connaissances ? Peut-on confondre crois-

sance et développement quand le progrès est sacrifié à la puissance, les besoins des humbles aux appétits des nantis ?

Cette croissance tend de plus en plus à être obtenue par la recherche de l'innovation et par la volonté d'utiliser celle-ci en vue du profit maximal. Deux conséquences désastreuses en découlent :

— La première : une modification anarchique du cadre de vie à un rythme déséquilibrant pour l'homme ;

— La seconde : elle est le fait du capitalisme le plus avancé, celui des Etats-Unis. Dans un premier temps, en faisant financer ses recherches par des contrats d'Etat et des fonds publics, le capitalisme s'assure la maîtrise exclusive de nouvelles technologies qui sont susceptibles de modifier profondément la condition humaine (atome, espace, informatique...). Dans un second temps, il exploite son avance technologique et assure sa domination sur les marchés étrangers conduisant à long terme l'économie d'un pays comme le nôtre à dépendre non seulement d'une minorité, mais d'une minorité étrangère.

Un formidable effort de persuasion, tantôt bruyant, tantôt clandestin, est déployé pour uniformiser les comportements, susciter en même temps des solidarités partielles, captiver les hommes par des faux débats, les enfermer dans de faux dilemmes, les entraîner dans de faux conflits.

Les moyens de diffusion modernes, contrôlés par les détenteurs des pouvoirs de décision, apportent à cette entreprise de conditionnement un puissant concours.

Malgré cet effort, en dépit de ces moyens, il faut sans doute que la réalité soit bien différente de l'image pour que, dans l'ensemble des pays capitalistes, le doute s'insinue, la fureur, parfois, explose.

Les socialistes ne sauraient être le jouet de mirages que par instants dissimulent les explosions désespérées et que dénonce l'action des travailleurs. Tout armistice dans ce combat serait une

défaite ou un jeu de dupes, la reprise des luttes plus difficile face à la coalition des puissances privées qui se concentrent et s'incarnent dans des bureaucraties anonymes et de l'Etat par elles investi, et qui mettent ensemble hors circuit les instances démocratiques, nationales ou locales.

La réalité, c'est le travail qui reste une marchandise, l'éventail des revenus qui s'élargit, la fatigue nerveuse qui s'ajoute à la fatigue musculaire, la loi qui s'arrête à la porte de l'usine, le citoyen, en pointant, qui se mue en robot, c'est le népotisme dans la distribution des responsabilités. L'évolution, c'est le salariat qui se développe. Le paysan et l'artisan deviennent façonniers.

Peines et humiliations sont-elles compensées par les résultats obtenus ? Avec quelle richesse pourrait-on faire oublier la déception de ne pouvoir exprimer sa valeur dans son travail ?

### 2. LES DESEQUILIBRES

#### NUISANCES

L'homme, par la puissance considérable de son action, détruit anarchiquement les ressources et équilibres naturels : des espèces disparaissent, des sources se tarissent, des sols sont détruits, des océans et des rivières se polluent, de vastes territoires livrés à une culture destructrice s'érodent, transformant en déserts des régions à potentiel agricole élevé.

L'atmosphère de nos villes s'empoisonne de fumées et de gaz toxiques. Les déboisements incontrôlés ne permettent plus de régénérer l'air.

Les bruits de nos villes portent atteinte à la santé de leurs habitants. Les pesticides, les insecticides, les engrais se concentrent le long des chaînes alimentaires. L'alimentation humaine est menacée par l'utilisation anarchique des produits chimiques, dès la production jusqu'à la consommation.

La radioactivité croît ces dernières années de façon sensible au point qu'on

peut craindre qu'elle menace les structures génétiques de l'être.

La recherche effrénée de la croissance pour le profit aggrave jour après jour le déséquilibre biologique. Et le vieux mot français de nuisance nous revient d'Outre-Atlantique, chargé d'un souffle nauséabond.

#### LES PROLETAIRES DU TIERS MONDE

En outre, la croissance que connaissent les pays développés s'effectue au détriment du Tiers Monde. Ce dernier fournit à des cours vagabonds des matières premières qu'on lui renvoie alourdies non seulement par les marges de transformation mais aussi par les rentes de situation et de monopole. Un impérialisme des nations développées s'établit alors, qui consiste à utiliser les marchés du Tiers Monde pour y déverser leur surproduction et, par là même, à interdire aux pays à économie sous-développée d'opérer les transformations de structure nécessaires, notamment l'industrialisation pour accéder au développement.

#### DESEQUILIBRES INTERIEURS

Chaque pays secrète ses déséquilibres intérieurs : les cités se concentrent ; les campagnes se vident. Des déserts surgissent où croissaient les moissons. Eldorados modernes ou miroirs aux alouettes, les Californies prolifèrent. Des capitales démesurées, têtes énormes sur des corps débiles, entretiennent en province leurs colonies, l'armée de réserve de l'exode rural et du chômage partiel.

Les mécanismes d'appropriation des terrains à bâtir illustrent la logique d'une société où les spéculations de quelques-uns laissent à tous les autres la charge de les enrichir en payant très cher le droit de subsister dans un cadre de vie inhumain et harassant, que l'on fuit sur des routes encombrées, faute d'investissements collectifs suffisants, vers des loisirs qui fournissent encore une occasion de profit aux marchands d'illusions.

Les masses dans leur ensemble n'ont pas accès aux conditions de vie améliorées que l'économie développée per-

mettrait de réaliser. Les travailleurs se voient donner comme idéal la consommation de certains biens matériels sans que soient apportés les éléments d'environnement qui rendraient l'usage de ces biens fructueux. La recherche du profit privé, les conditions financières faites à des collectivités locales, la pauvreté des moyens accordés aux équipements collectifs, et, notamment, aux organismes de logement populaire et aux transports collectifs, le monopole de la culture et de l'éducation au profit des classes dirigeantes, rendent impossible la création d'un cadre de vie de qualité pour les travailleurs.

### 3. LES LAISSES POUR COMPTE

#### LE TROISIEME AGE

La longue colonne de la croissance abandonne dans les fossés les inadaptés de toutes sortes.

Le cadre, comme le manuel, se voient, en vieillissant, inexorablement écartés de la vie active. L'espérance de vie s'étend, mais la vie se racornit. Consommateur de troisième ordre, le troisième âge végète en sursis.

#### DISQUALIFICATIONS

La modernisation et la concentration industrielles obligent à se reconvertir des hommes que rien n'y avait préparés. Un jour, les mines de Decazeville ferment ; un autre jour, les hauts-fourneaux d'Hennebont. Il ne reste plus qu'à s'étioiler sur place, disqualifiés, ou à s'expatrier — mais où et dans quelles conditions ? Le paysan quitte sa ferme, l'artisan son échoppe, le commerçant sa boutique. La logique des affaires, le jeu de la concurrence, sur quoi les uns et les autres avaient cru asseoir leur aisance, découvrent leur face de misère.

#### SOUS-PROLETARIATS

Au bas-bout de l'échelle sociale, naissent ou se perpétuent des sous-proletariats minoritaires, noirs ou pauvres blancs, émigrants nord-africains ou portugais, dont les taudis rongent le cœur des villes, ou dont les bidonvilles campent aux portes des cités.

#### LES INADAPTES

Chaque village avait naguère ses infirmes et ses demeurés, qu'il intégrait tant mal que bien. On peut bâtir des maisons de santé et de réadaptation. Mais les inadaptés sont toujours plus nombreux, soit qu'on les détecte mieux, soit qu'ils se multiplient, énervés par le bruit, usés par l'agitation, brisés par l'angoisse.

Que faire de tous ces traîneurs qui ralentissent la course au profit ? Rien, sinon intégrer dans le circuit commercial les plus solvables, faire sur eux de nouveaux profits et abandonner les autres à la charité publique. Voulez-vous lutter contre le cancer ? Répondez à l'appel des organismes charitables. Le jour où l'affaire deviendra rentable, l'industrie pharmaceutique et les banques s'en chargeront.

### 4. LA LOGIQUE DE LA RENTABILITE

#### VUES A COURT TERME

Porté à ne considérer que les besoins directement solvables, même futiles, le

capitalisme néglige inévitablement la formation intellectuelle et culturelle d'une nation et les investissements collectifs. L'enfant ne l'intéresse que comme consommateur de talc, de brassières ou de blédines, non comme l'homme de demain qu'il sera. L'adolescent consomme des disques, des vêtements, voire des publications contestataires ; mais qu'importe la formation du citoyen ! Au mieux, on considère d'un œil intéressé l'ouvrier spécialisé, qualifié, ou le cadre moyen qu'il peut devenir dans le proche avenir, sans se soucier des inévitables reconversions que la vie moderne lui réserve.

### UNIFORMISATION ET DISCRIMINATION

Paradoxalement, le capitalisme moderne oscille entre une tendance à l'uniformisation des besoins et les exigences d'une discrimination sans cesse renouvelée. D'un côté, il faut vendre le plus possible au meilleur prix ; de l'autre, il faut produire au meilleur coût pour un plus grand profit. Tout individu est un consommateur en puissance, telle fut la grande découverte de FORD. En ce sens, la logique du profit entraîne un développement de la consommation. C'est le niveau de vie bourgeois pour tous que la publicité nous fait miroiter. Et l'U.R.S.S. elle-même prend les U.S.A. en point de mire.

Mais, à l'autre bout de la chaîne, au niveau de la production, il faut bien creuser la différence entre le capitaliste, nécessairement porté à chercher le profit privé et le salarié qu'il faut non moins nécessairement limiter dans son revenu : et chaque crise économique nous vaut de savantes considérations sur l'insuffisance des bénéfices indispensables à la relance et sur l'urgence des sacrifices à imposer aux salariés. Le chômage qui élimine une partie des salariés, l'inflation qui frappe les inactifs et les plus modestes fournissent des expédients momentanés à cette insurmontable contradiction.

Cette inflation continue n'est pas le fait du hasard. Elle est en particulier le résultat du passage du capitalisme libéral à un système économique, où monopoles et oligopoles (1) s'assurent peu à peu la maîtrise de marché et peuvent répercuter systématiquement sur les prix les hausses de salaires obtenues par les travailleurs. La libre concurrence tend ainsi à relever de la mythologie et montre combien le système capitaliste est entré en contradiction avec ses propres principes.

Ainsi le capitalisme est-il conduit, dans sa lutte pour dominer définitivement le marché, à en supprimer le seul aspect positif : la rapidité et la souplesse de ses mécanismes de régulation et de sanction.

La concentration n'est cependant pas la seule manière dont le capitalisme se protège contre le risque économique dont il a fait pourtant un élément essentiel de sa doctrine officielle : l'organisation de l'Etat qu'il a mis en place et qu'il a colonisé de ses hommes sert la même finalité.

L'Etat, en effet, sert à faire payer à la collectivité le coût des équipements non rentables mais cependant nécessai-

(1) On entend par monopole, une entreprise qui à elle seule répond à la demande solvable ; par oligopole, un marché où c'est un petit nombre d'entreprises qui assure l'offre de produit.

res à la rentabilisation des investissements privés. Telle est la logique profonde de ce qu'il appelle une « politique des équipements collectifs », où les équipements non directement utiles à la formation du profit capitaliste sont toujours sacrifiés.

Qu'il s'agisse de santé, de logements, d'université, d'équipements collectifs en général, c'est la logique du profit qui pousse à la ségrégation : la recherche fondamentale, les opérations aléatoires, les logements sociaux, les liaisons ferroviaires, à la collectivité ; en revanche, la recherche appliquée, les opérations sûres, les liaisons routières soigneusement écramées reviennent à l'entreprise privée. Par un jeu continu de transferts, on s'efforce soit de réduire les équipements collectifs, soit de les ramener dans le circuit traditionnel des affaires. Ainsi de l'école et de la santé qu'on dénonce comme autant de « gouffres » pour mieux rentabiliser les services d'entretien et de ramassage scolaires, ou mieux ouvrir la voie aux universités privées, offertes aux nantis et aux gens d'ordre. Ainsi des services téléphoniques, adroitement étranglés, puis concédés aux milieux d'affaires. Quant aux H.L.M., de hausse d'intérêt en hausse d'intérêt, elles se ferment aux plus modestes jusqu'à perdre de vue bientôt leur objectif premier.

L'Etat, en outre, sert à arbitrer les tensions pouvant exister entre les groupes dominants du système capitaliste. Les formes que prend cette fonction d'arbitrage interne peuvent varier. En France, elles se caractérisent à la fois par la centralisation de l'appareil administratif et par le monopole de la compétence détenu par certaines castes profondément ancrées dans la haute bourgeoisie. Cet Etat lointain et apparemment omnipotent devient ainsi le bouc émissaire du mécontentement populaire et par là le rempart à l'abri duquel se perpétue le pouvoir du capital.

Au total, sur un fond plus ou moins troupeur d'enrichissement général, le capitalisme moderne assure à quelques-uns la richesse et la puissance en promettant l'aisance à tous ; il entretient la discrimination au niveau des besoins satisfaits tout en multipliant les appétits. Notre société économique est à l'image de ces champs que parcourent des chasseurs plus nombreux que le gibier tandis que, non loin de là, dans quelque réserve, des privilégiés abattent faisans et lièvres à gogo. Tous égaux dans le désir de chasse, inégaux dans la prise !

Nous n'inventons pas les luttes de classes quand nous constatons l'ensemble de ces phénomènes : entre le salarié qui vend son travail et demeure exclu des décisions économiques et ceux, capitalistes ou managers, qui le lui achètent et décident en souverains, le conflit demeure fondamental.

### 5. L'EVOLUTION DU CAPITALISME

L'uniformisation des désirs et l'infinie diversification des tâches obscurcissent la conscience de classe. Du cadre supérieur à l'ouvrier spécialisé, s'étage toute une hiérarchie subtile où s'insèrent ouvriers qualifiés, employés, surveillants, techniciens, cadres moyens, chacun avec ses indices, ses avantages acquis ou ses retards à combler. Plus les salariés se

multiplient, moins directement la communauté d'intérêt est ressentie. Plus le travail se fait collectif, plus le pouvoir se concentre et plus, dans la consommation, s'exacerbent les appétits individuels. En même temps que l'exaspération ou la révolte, le capitalisme secrète ses anticorps.

Aujourd'hui, comme hier, les antagonismes de classe expriment la contradiction principale de notre société. Mais ils se présentent avec des aspects nouveaux. Au sein de la classe détentrice de moyens de production, s'est développé le rôle de la grande bourgeoisie de monopoles, renforcée par les grands commis du capital et de l'appareil d'Etat. L'ensemble constitue ce qu'il est convenu d'appeler les classes dirigeantes.

La classe de tous ceux qui globalement participent à la production de plus-value s'est considérablement accrue, du fait surtout de la multiplication des travailleurs qualifiés, mais des contradictions secondaires sont apparues en son sein. Tous sont victimes de l'aliénation salariale, avec ce qu'elle implique : chômage, refus de la responsabilité du travailleur dans l'organisation de son travail, etc. Mais une aristocratie parmi eux échappe à certaines formes de l'exploitation matérielle, le capital lui ristournant une part de ses plus-values pour s'assurer de sa docilité.

A partir de là, ce n'est pas de façon dogmatique, en termes d'organisations politiques qu'il faut poser le problème de la direction des luttes, mais en termes de contenu du projet socialiste. Le projet socialiste dans ses propositions quantitatives et qualitatives, est commun aux travailleurs exploités matériellement et aux autres travailleurs. Les exigences spécifiques de ces derniers, actuellement plus qualitatives, en font pleinement partie : ainsi les cadres relativement dégagés des préoccupations matérielles sont peut-être naturellement plus conscients de la nécessité d'une organisation démocratique du pouvoir dans l'entreprise. Mais là où existent des contradictions d'intérêt entre ces deux groupes (répartition des revenus, définition de certaines priorités au niveau des investissements, etc.), elles doivent se résoudre en fonction des intérêts du premier dans la mesure où cela reste compatible avec les exigences du rendement social. C'est en ce sens, et en ce sens seul, que l'on peut dire que la direction des luttes appartient aux travailleurs exploités matériellement.

Le prélèvement capitaliste prend aujourd'hui des formes extrêmement diverses, directes ou indirectes. Elles sont particulièrement complexes dans certains domaines, ceux de la production individuelle, du commerce, de l'artisanat et du monde paysan.

L'évolution actuelle fait que même dans cette catégorie se développe une lutte de classe : par exemple, dans le domaine agricole, d'un côté se crée une agriculture industrialisée qui exploite les travailleurs sur ses terres alors que d'un autre côté augmente le nombre des paysans exploités et en voie de prolétarianisation. Ceux-là peuvent constituer des alliés pour les travailleurs salariés si le mouvement socialiste sait, sans opportunisme, leur garantir une reconversion décente.



La coexistence de formes traditionnelles et modernes de production a permis à l'agriculture industrialisée de s'abriter derrière l'agriculture de subsistance comme aux industries de pointe de se protéger derrière l'artisanat et les industries marginales.

Dans le commerce et l'industrie, l'entreprise familiale, peu à peu, entre dans l'anonymat, ou s'intègre dans des circuits bancaires concentrés. A ce niveau, la concertation entre les puissances financières privées et l'Etat fait de l'économie un secteur réservé qui échappe au contrôle de la collectivité.

Pressé par le mouvement ouvrier, syndical ou politique, le capitalisme a dû consentir des avantages matériels et des loisirs. Mais il retrouve au niveau du consommateur ce qu'il a concédé au producteur : tout naturellement, on vend du loisir.

Investi par les techniques d'intervention du socialisme, le système s'efforce de les récupérer : la nécessaire Sécurité Sociale se mue insensiblement en mutuelle interprofessionnelle, les nationalisations servent la régulation des salaires et des prix ; la planification souple a l'ambition de jouer, pour les entreprises, le rôle d'étude globale de marché.

Faut-il, pour autant, tenir pour rien ces réformes ? Il serait aussi dangereux pour la gauche de renier ses victoires que de sous-estimer l'adversaire. Si 1936 et 1945 avaient été des duperies, pourquoi en exalter le souvenir et l'esprit ?

Il n'est pas indifférent que le combat ouvrier, joint à la croissance économique, ait réduit le temps de travail et contraint le capitalisme à tenir compte de l'homme, à contrôler dans une certaine mesure ses emballements ou ses dépressions. Il est essentiel que l'aiguillon intérieur et la concurrence extérieure des pays communistes l'aient conduit à admettre, contre ses principes, que la nature économique et sociale était parfaite.

## 6. LES CONTRE-COUPS DU TOTALITARISME

Si l'apparition du phénomène soviétique a contribué à pousser le capitalisme à accélérer et régulariser la croissance, l'épée dans les reins, il a suscité de vives et légitimes inquiétudes : le stalinisme et les purges ont consolidé un système bureaucratique et policier faisant le jeu du capitalisme européen. L'étouffement du printemps tchèque a fortifié dans les esprits la conviction que « le socialisme à visage humain » n'était ni toléré ni tolérable, pour l'empire soviétique.

Le capitalisme n'est pas seul à sécréter la guerre ; l'impérialisme et la volonté de puissance se retrouvent dans les pays communistes et les conflits surgis entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S., comme entre l'U.R.S.S. et la Chine doivent, eux aussi, de n'avoir pas dégénéré, à l'équilibre de la terreur.

Enfin, certains de ces régimes, qui

avaient su combler à vive allure le sous-développement, éprouvent des difficultés dès qu'ils échappent à la pénurie. Le défi lancé aux U.S.A. par N. KHROUCHCHEV — que la plupart des économistes jugeaient légitime voici dix ans — est, à tort ou à raison, considéré comme perdu ; les pays de l'Est connaissent de sérieuses difficultés économiques qu'on peut croire liées au centralisme du système.

Cinquante ans d'expérience soviétique devaient retentir sur l'action et les conceptions des socialistes européens : le recul instinctif devant les méthodes sanglantes de collectivisation agraire où « le socialisme des Panzers » a entraîné un repli idéologique, tout particulièrement en Allemagne et en Autriche. Le réformisme scandinave doit à ce phénomène une bonne part de la curiosité qu'il soulève.

## 7. INTERROGATION

Les socialistes épris de démocratie ont longtemps considéré que le communisme soviétique assurait, au prix d'une lourde dictature politique, une croissance économique remarquable et une large égalisation des conditions sociales, caractérisée par un progrès rapide de l'éducation et un développement notable des investissements sociaux.

En dépit des dramatiques événements de Tchécoslovaquie, on veut encore espérer que le mouvement de libéralisation apparu en Union Soviétique après la mort de STALINE se poursuivra et

que le « socialisme à visage humain » finira par voir le jour. Mais aujourd'hui dans le même temps un jugement plus nuancé est porté sur les réalisations économiques et sociales de l'Union Soviétique. Une attention grandissante est portée sur les inconvénients de plus en plus sensibles que présentent, au regard de l'efficacité globale d'une économie qui se complique et se diversifie sans cesse, la lourdeur de la planification autoritaire, le développement de disharmonies économiques fondamentales, le manque d'échanges et d'initiatives intellectuels et le statut uniforme de la propriété collective.

Les socialistes scandinaves aussi s'interrogent : la sécurité acquise, l'inégalité persiste ; en dépit d'un enseignement démocratisé en ses profondeurs, les forteresses du capitalisme n'en demeurent pas moins closes sur leurs privilèges.

Bref, la pensée politique connaît une crise intellectuelle à la mesure des problèmes nouveaux qui lui sont posés. Là où le capitalisme est abattu, il reste la liberté à découvrir ou à recouvrer ; là où la sécurité est acquise, il reste une décisive discrimination à surmonter. Partout enfin, l'économie est à démocratiser.

Notre univers n'a pas la simplicité des premiers combats socialistes : entre un collectivisme dévoyé et le fétichisme du profit, des foules résignées ou révoltées cherchent leur voie de par le monde : c'est ce chemin que les socialistes français entendent pour leur part, contribuer à tracer.

# II. - Pour quoi nous combattons ?

On ne va pas du capitalisme au socialisme comme on irait du désert en Eldorado. Les socialistes n'ont pas la prétention de faire descendre le ciel sur la terre ; ils n'imposent aucun modèle préfabriqué qu'il suffirait de substituer, sur table rase, à quelque bâtisse vermoulue. Dans son détail, l'avenir socialiste reste à inventer par un effort d'imagination collective continu qui, en réponse aux défis d'une société diversifiée, dégage une gamme de solutions progressives et coordonnées pour un même effet.

Les slogans les plus simples n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Abolition de la propriété privée des moyens collectifs de production ? Si l'analyse révèle sa nécessité, l'histoire nous apprend que, selon le mot de Léon BLUM, « le régime juridique de la propriété privée peut être transformé du tout au tout sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation effective des travailleurs ». Passage de la démocratie politique à la démocratie économique ? La formule, juste en son fond, doit être précisée en un temps où l'économie envahit insensiblement toute la vie publique. L'essentiel est tout à la fois de restituer l'Etat à la Nation et de permettre aux travailleurs de disposer en responsables de leur vie collective et privée.

Seul l'appui majoritaire des masses laborieuses constitue une garantie réelle de démocratie individuelle et collective. Elles ne l'apporteront que si leur bien-

être se trouve amélioré et écarté tout risque de pénurie.

## I. UNE SOCIÉTÉ D'HOMMES LIBRES

L'égalité réelle devant la loi, « l'habitus corpus », la suppression des tribunaux d'exception, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le respect des droits syndicaux, la laïcité de l'Etat, sont autant de garanties formelles contre l'arbitraire individuel ou collectif, sur lesquelles les socialistes ne sauraient transiger.

Les importantes modifications que les socialistes veulent faire subir à la législation qu'ils trouveront ne sauraient compromettre l'exercice des droits fondamentaux des personnes. Les droits des minorités seront garantis avec la même rigueur que la volonté de la majorité sera imposée dans tous les domaines où la liberté des individus et des groupes, l'égalité de chacun devant la loi, ne seront pas mises en cause.

Dans la pratique, les libertés d'expression et d'association, l'action de grève, le pluralisme des partis, l'autonomie des collectivités locales et des organisations syndicales, la décentralisation des responsabilités fourniront les indispensables contrepoids aux abus de tout pouvoir et multiplieront les possibilités, pour les hommes d'exercer des responsabilités collectives. Plutôt que de prophétiser inlassablement le dépérissement toujours

différé de l'Etat, les socialistes transformeront cet instrument politique de la classe dominante en centre démocratique de coordination et d'impulsion nécessaire à toute société libre et efficace. Il importe de :

— Transformer la police en un instrument de sécurité, soumis au contrôle d'un pouvoir judiciaire indépendant ; la police comme l'armée ne sauraient échapper aux règles générales de responsabilité civile et pénale ;

— Etendre les libertés syndicales dans l'entreprise et rassembler les conditions de leur exercice ;

— Garantir l'utilisation des moyens publics d'expression aux organisations politiques et syndicales, assurer l'indépendance des rédacteurs au regard des bailleurs de fonds dans l'ensemble de la presse écrite et parlée et un accès égal à une information objective et complète ;

— Exiger des formations politiques et syndicales qu'elles fassent connaître leurs ressources et vivent de leurs adhérents, de souscriptions personnelles contrôlables et de subventions publiques proportionnées à leurs forces ;

— Valoriser les collectivités locales et créer de véritables centres de décisions démocratiques au niveau régional pour rapprocher le citoyen du pouvoir et accroître ainsi sa participation directe au pouvoir ;

— Ouvrir aux Assemblées délibérantes, par une franche séparation des pouvoirs,

tous les modes d'expression et d'interpellation qui leur permettent de contrôler l'action gouvernementale sans la paralyser.

Considérées séparément, chacune de ces garanties peut paraître formelle. Prises en bloc, elles assurent la possibilité concrète d'un combat collectif.

## 2. L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA PROMOTION HUMAINE

La gêne, le chômage, l'insécurité permanente, l'inculture sont sources d'oppression au même titre que l'arbitraire, le secret, la raison d'entreprise de parti ou d'état.

La promotion de l'homme est une tâche permanente qui doit s'établir sur l'égalité entre tous : elle implique de supprimer réellement les inégalités de droit et de traitement qui subsistent entre les sexes.

La femme doit, en particulier, obtenir sa pleine reconnaissance en tant que personne responsable.

## LA FORMATION PERMANENTE

Dès avant l'école, les handicaps culturels, sociaux, géographiques se font insidieusement sentir. L'école reflète tout à la fois les inégalités et les contestes. Les socialistes n'ont pas la prétention d'égaliser les intelligences ; ils entendent donner à chacun une chance égale de se former humainement et de se préparer au métier qui corresponde à son choix ou à ses aptitudes et de faire l'apprentissage de la démocratie poli-



→  
tique et de l'autogestion dans une école unique.

L'extension de l'enseignement dit maternel compensera partiellement les handicaps culturels, la gratuité réelle d'un enseignement exclusivement public, les bourses et allocations d'études, les handicaps financiers ; les cycles communs d'orientation et le développement de l'enseignement technique, les handicaps géographiques. Tout le système éducatif doit tendre à préparer l'enfant, puis l'adolescent, à la vie moderne dans sa complexité mouvante et fournir à l'adulte l'occasion de mettre à jour ses connaissances. Titres et diplômes définissent une aptitude provisoire ; ils ne sauraient garantir une carrière.

L'éducation permanente qui transformera profondément les structures de l'économie comme celle de l'université, apportera un correctif périodique constant aux inégalités que produit inévitablement toute vie en société.

### LA REPARTITION DES REVENUS

La fiscalité fournit à la collectivité ses revenus ; elle permet dans une certaine mesure de les égaliser ; elle doit enfin favoriser l'efficacité économique.

Un tel effort implique :

- Une appréciation exacte des revenus et patrimoines et la publicité des impositions ;
- Une progressivité rigoureuse de l'impôt direct ;
- L'instauration d'un impôt sur le capital, assis sur la valeur vénale ;
- L'exonération de l'impôt général pour les faibles revenus, et dans les conditions et limites déterminées, de l'épargne annuellement investie ;
- La mise en cause de l'héritage autre que celui du bien familial ne constituant pas un moyen collectif de production ou d'échange.

Une action apparaît également nécessaire avec l'appui de tous les travailleurs, sur la formation inégalitaire des revenus. Les augmentations nominales de rémunération sont vouées à l'échec si elles ne s'accompagnent pas d'un effort :

- Pour briser les situations de monopoles et les activités purement spéculatrices ;
- Pour éliminer les rentes de rareté résultant de l'insuffisance en produits ou en personnel technique qualifié ;
- Pour éviter les souffrances qu'entraîne la dégradation accélérée de certaines professions (agriculteurs ou travailleurs indépendants) sous l'effet de l'évolution technique ;

- Pour resserrer l'éventail des revenus en augmentant davantage les petites rémunérations ;
- Pour réduire les disparités régionales en matière de salaires ;
- Pour égaliser, à qualification identique, les rémunérations masculines et féminines ;
- Pour aviver la concurrence, renforcer le pouvoir de négociation des consommateurs ; à cet effet, le développement de la coopération et des organisations de consommateurs sera notamment favorisé.

L'action des socialistes vise à instaurer dans les faits un revenu familial minimum garanti.

### L'EMPLOI

Le changement est la loi d'une économie de croissance. Il serait vain, dangereux et contradictoire aux objectifs

socialistes de prétendre le bloquer. Il est légitime de l'organiser.

Une grande part de l'agitation que connaît le monde moderne résulte de l'insécurité que provoquent des bouleversements anarchiques : les ouvriers et techniciens craignent pour leur emploi, les étudiants s'inquiètent des débouchés, les agriculteurs et travailleurs indépendants sont préoccupés pour leur avenir. Les femmes restent victimes d'une discrimination séculaire. Il est possible d'assurer à chacun le plein emploi, non un emploi nécessairement identique et définitif.

Une adaptation permanente de l'emploi suppose :

- une prévision sérieuse des besoins en main-d'œuvre ;
- une mise à jour continue des capacités de chacun ;
- un appui temporaire ou viager aux moins favorisés ;
- des aides à la reconversion ;
- le développement des formes d'organisation coopérative, favorisant un meilleur fonctionnement des entreprises agricoles, commerciales ou industrielles de petite dimension ;
- un aménagement volontaire du territoire qui prenne en compte les richesses en main-d'œuvre et le patrimoine collectif existant.

De véritables comptes de la nation restent à établir où l'on évalue les éventuelles reconversions non en terme de rentabilité industrielle immédiate, mais de rentabilité collective.

### UNE POLITIQUE RURALE

Les socialistes dénoncent l'exploitation du thème d'une « unité paysanne » comme instrument politique de liquidation des petits et moyens exploitants ; la lutte de classe est une réalité jusque dans les campagnes.

Il s'agit moins de définir le nombre d'exploitations agricoles destinées à survivre que la place du monde rural dans la nation.

La campagne est aujourd'hui tout à la fois :

- le lieu principal des productions alimentaires ;
- un centre privilégié de tourisme ou de détente (résidences secondaires) ;
- un élément dans l'équilibre biologique du monde moderne.

Les producteurs doivent pouvoir étendre leur contrôle et leur initiative à l'industrialisation et la commercialisation des produits agricoles (1).

### AMENAGEMENT URBAIN

Les villes ploient sous le poids des aménagements qu'impose l'urbanisation (équipements collectifs, habitat, circulation) :

- une large autonomie de gestion, une fiscalité appropriée et des aides proportionnelles aux charges qu'elles supportent du fait de décisions qui leur échappent, doivent permettre aux collectivités locales de prendre clairement leur responsabilité ;
- dans le système actuel, la plus

(1) Le Congrès a, en outre, pris la décision suivante :

« Le Parti Socialiste prépare et convoque dans l'année qui vient une instance nationale consacrée aux problèmes paysans, et destinée à l'élaboration d'un plan d'action en milieu rural. »

value foncière est inévitable et la taxation du sol ne fait que changer le titulaire de la rente : le promoteur immobilier si le prix est libre, l'habitant si les prix sont bloqués. Seule la municipalisation des terrains à bâtir interdira la spéculation et permettra d'urbaniser dans la cohérence en tenant compte de la variété des goûts.

### SANTE, VIEILLESSE

Le budget de la santé croît à proportion de la population, des besoins qu'elle ressent, des progrès de l'éducation, de ceux de la science médicale et de l'allongement de la vie humaine.

Il est indispensable d'en évaluer honnêtement le coût, d'en mesurer l'expansion et de faire disparaître les rentes de situation, ce qui suppose :

- une politique globale de la santé assortie d'un budget correspondant ;
  - le contrôle collectif des industries pharmaceutiques pour une réduction de leurs frais de publicité et de conditionnement, et celui de la distribution des produits de ces industries ;
  - le développement du plein temps hospitalier et de la médecine de groupe.
- Le monde moderne transforme la notion de vieillesse ; la durée de la vie s'allonge ; la retraite qui est pour les uns le repos, débouche pour les autres sur la misère et l'ennui.

Il importe d'abord de clarifier un système de retraite, complexe jusqu'à l'absurdité :

- d'abaisser progressivement l'âge légal de la retraite ;
- d'offrir au travailleur diverses solutions équivalentes pour la collectivité depuis l'arrêt complet du travail jusqu'à la retraite progressive en réglementant les cumuls ;
- d'éviter la ségrégation qui accélère la sénescence.

### LOISIR ET CULTURE

Face à l'accélération prévisible de la réduction du temps de travail, d'une part, à l'exploitation capitaliste de toutes les branches d'activité touchant aux loisirs d'autre part, le Parti Socialiste estime indispensable une politique des loisirs et de la culture, que Léon BLUM et Léo LAGRANGE avaient définies les premiers dès 1936.

### EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Ils répondent aux droits ouverts par la collectivité aux individus, à leurs besoins culturels, sportifs, éducatifs ou plus simplement vitaux.

Leur part doit apparaître sans équivoque dans le budget de la nation, leur nécessité doit être justifiée, les engagements les concernant respectés.

Mais ils ne peuvent être pleinement satisfaits qu'accompagnés d'une forte croissance économique du pays. Si le progrès économique ne garantit nullement une répartition équitable des biens et revenus, il n'est pas de progrès social durable sans développement économique : il n'en est pas davantage sans que soit faite clairement la part de la consommation individuelle, des investissements et des équipements collectifs.

C'est pourquoi il nous faut aller plus avant. On ne peut rendre la vie de tous plus humaine sans socialiser l'économie.

L'expérience enseigne que pour muer le changement en progrès, il faut un plan. Mais pour l'exécuter, la maîtrise

par la collectivité des moyens de production s'impose. Et pour que sa réalisation soit l'œuvre de la communauté, la gestion collective des entreprises devra être assurée.

### 3. SOCIALISER L'ECONOMIE

Sans doute, telle des mesures ci-dessus évoquées peut-elle trouver application dans le cadre d'un capitalisme tempéré ou d'une société dite d'abondance : les travailleurs ont naguère créé caisses de secours et mutuelles, ouvrant le droit à la santé ; des organismes paritaires gèrent des caisses d'assurance-chômage et des bourses de reclassement ; les H.L.M. tentent, avec des fortunes diverses, de compenser les insuffisances de la construction ou les méfaits de la spéculation.

Nous ne renions rien de ces efforts faits par les travailleurs ou leurs représentants pour humaniser leurs conditions d'existence. Mais la part des H.L.M. demeure chichement mesurée et soumise aux aléas du marché ; quant à la Sécurité Sociale qui s'était donné pour objectif la redistribution des revenus et l'établissement d'une démocratie sociale vivante, elle n'est plus aujourd'hui, et encore très imparfaitement, qu'un organisme de solidarité interprofessionnelle ou salariale.

### LE PLAN

Les réformateurs de 1945 l'avaient pressenti : une meilleure répartition des revenus, de la main-d'œuvre et des investissements supposait une planification. Le plan, purement indicatif est aujourd'hui une cérémonie, une étude de marchés, un itinéraire en pointillé, bouleversé par les variations des taux de profit, et non ce projet collectif dont toute civilisation a besoin.

La seule prévision, sans incitation, obligation ni sanction, ne saurait suffire à éliminer les hasards, les gaspillages, les investissements directement rentables pour certains mais coûteux pour la Nation, les graves déséquilibres dont l'inadaptation des voies automobiles à la croissance désordonnée de la circulation nous donne l'exemple quotidien. Au schéma naturel du capitalisme qui fonde les investissements sur le profit maximum et tente par la publicité de susciter des besoins, les socialistes opposent le seul schéma logique et humain, qui évalue les besoins et fonde les investissements et la production sur leur évolution.

L'ELABORATION D'UN PLAN DEMOCRATIQUE SUPPOSE :

- un large débat public ;
- des institutions économiques où soient associés les groupes socio-professionnels ;
- des assemblées démocratiquement élues, habilitées à élaborer des plans régionaux, éléments de la planification nationale qui visent à éliminer les gaspillages et les inégalités, comme à favoriser l'innovation ;
- un jeu de projets entre lesquels les institutions politiques puissent trancher.

SON EXECUTION ENTRAINE :

- l'établissement d'une relation cohérente entre plan, budget et législation ;
- la reprise par la collectivité des



circuits financiers et le contrôle de l'autofinancement des entreprises, ce qui implique la création d'une banque nationale d'investissements dotée d'antennes régionales et locales ;

— une fiscalité traduisant l'intérêt accordé par le plan aux différents biens et services ;

— la décentralisation d'une bonne partie des décisions au niveau de grandes régions économiques cohérentes, et d'unités de production relativement autonomes ;

— l'existence d'organes régionaux du Plan, aptes à assurer l'exécution par la mise en œuvre de moyens financiers, tant nationaux que régionaux, sous le contrôle des assemblées précitées ;

— l'existence d'un plan n'exclut nullement le maintien d'un marché et d'une concurrence qui permettent au consommateur de manifester ses préférences. La planification ne saurait être monolithique et tâtillonne ; elle aide à prévenir les gaspillages, à corriger les inégalités, à promouvoir et orienter l'innovation ; elle doit procéder par grandes masses, consciente qu'il n'est pas de croissance sans diversification ni tension : en ce sens, le marché précise le plan, moyen moderne d'un équilibre dynamique.

### LA DEMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

S'il appartient au citoyen de fixer les grands choix économiques de la nation, comment oserait-on maintenir le travailleur écarté de ses propres affaires ? Or, les décisions qui concernent son travail échappent pour l'essentiel à sa compétence. Partout où le travail est devenu pleinement collectif, la gestion doit être progressivement socialisée.

« Si le Socialisme, disait JAURES, consistait à étendre à toutes les industries privées le régime des industries d'Etat, je serais l'adversaire acharné du Socialisme... ». Dès 1945, les socialistes ont tenté de faire prévaloir, contre les nationalisations trop rigides, un système de socialisation plus souple. L'évolution politique conservatrice nous a conduits ultérieurement aux étatisations que nous connaissons. Ce que nous visons, c'est l'autogestion, qui, encadrée par la planification démocratique, constitue l'un des traits distinctifs de l'économie socialiste.

Disons tout de suite que la collectivisation ne saurait toucher la possession des biens de consommation ni les activités indépendantes ou familiales dont l'agriculture, le commerce et l'artisanat nous fournissent d'innombrables exemples. Dans ces secteurs, toutes les expériences volontaires de socialisation, notamment coopératives, seront encouragées.

Disons encore qu'une série d'étapes clairement définies s'imposent car il ne s'agit pas seulement de dessaisir des leviers de commande les détenteurs actuels du pouvoir de décision, mais de construire une économie nouvelle avec des éléments différents et complexes. La dépropriation et la socialisation que nous préconisons, se distinguent de la nationalisation. L'expérience de socialisation touchera d'abord les entreprises nationales (et publiques) : Collectivités publiques autres que l'Etat et représentants des travailleurs seront majoritaires dans les Conseils d'Administration, qui éliront librement leurs présidents.

Les directions générales de ces entre-

prises seront confiées collectivement à des collèges, dont les membres seront élus par un électoral qualifié qui fixera son choix sur des listes d'aptitudes. L'élection aux autres échelons de la hiérarchie sera progressivement réalisée.

Des dispositions seront prises pour éviter la confiscation du pouvoir par une technocratie irresponsable — notamment, celle qui se sert de la puissance de l'Etat —, étant entendu que le refus de la technocratie n'est pas plus le refus de la compétence technique que la mise en cause de la monarchie patronale n'est la négation d'une autorité légitime disposant d'une durée suffisamment longue pour être efficace.

Toutes les dispositions seront prises pour que l'intérêt général soit respecté dans les options et la gestion des entreprises assurant un service public.

L'extension du secteur socialisé se fera progressivement en s'attaquant d'abord aux circuits financiers, aux monopoles de fait, aux entreprises bénéficiant largement de crédits ou des commandes de la collectivité ; elle frappera celles qui refuseraient les impératifs du plan et s'étendra finalement à tous les moyens collectifs de production.

Cette extension qui prendra des formes variées vise également à la mise en place de grandes unités industrielles capables de contrôler les pôles essentiels de domination économique, particulièrement dans les secteurs de pointe.

La dépropriation prendra des formes variées : certes l'expropriation des détenteurs des moyens collectifs de production s'imposera souvent puisqu'il s'agit de mettre fin à la propriété privée des moyens collectifs de production. Mais on ne négligera pas le développement du champ d'activité des entreprises déjà nationalisées dans des secteurs connexes ; des créations d'entreprises par les collectivités nationale, régionale, ou locale comme par les groupements coopératifs de travailleurs, les participations publiques progressivement croissantes dans les entreprises privées.

L'activité du secteur privé devra s'insérer dans le cadre du Plan. A cet effet, la distribution du crédit, la répartition des commandes publiques, l'aménagement des structures d'accueil devront favoriser le développement régional, ainsi que la conclusion de contrats à long terme avec la puissance publique, orientant la marche des entreprises.

Dans les entreprises demeurant privées, des formes diverses de contrôle démocratique, par l'extension des pouvoirs et des moyens des Comités d'entreprise, pourront être introduites soit par accord entre partenaires sociaux, soit par arbitrage de la collectivité. Ce contrôle des salariés de l'entreprise doit porter en particulier sur la connaissance exacte de son résultat économique en distinguant le résultat d'exploitation du résultat patrimonial.

Toutefois, les socialistes se refuseront à encourager des formules trompeuses qui feraient porter aux travailleurs des responsabilités dont le statut privé de l'entreprise ne leur donnerait pas le plein exercice. Les travailleurs devront disposer pleinement des droits de proposition et de recours.

Les moyens seront rassemblés pour préparer les travailleurs à la gestion par une information honnête et claire et une formation permanente.

Dans les entreprises socialisées, deux règles seront respectées :

— assurer l'autonomie financière des entreprises qui auront à charge de trouver leur équilibre, sauf à bénéficier de compensations pour services expressément rendus ;

— ne point transformer les syndicats en institutions gestionnaires mais leur garantir leur rôle naturel d'impulsion, de contrôle et de protection.

Dans le même esprit, il convient d'élaborer un modèle socialiste de développement régional (notamment en matière d'investissements industriels, commerciaux, fonciers et agricoles).

Au total, c'est à tous les niveaux de l'existence collective que l'aspiration à l'exercice effectif du pouvoir doit être satisfaite : du quartier à la nation, de l'entreprise au plan, sans oublier pourtant qu'il n'est pas de gestion possible sans délégation de pouvoirs.

## 4. UN COMBAT SANS FRONTIERES

Les mêmes principes doivent peu à peu prévaloir dans le monde sur l'égoïsme national partout exaspéré.

### INDEPENDANCE ET PACTE

Toute volonté d'indépendance qui traduit un désir collectif de responsabilité face à un impérialisme étranger ou à une oppression intérieure, rencontre l'approbation des socialistes. Toute politique de puissance, leur désaccord. Aussi entendent-ils :

— contribuer à rompre la course aux armements et le commerce international des armes ;

— suspendre les essais nucléaires ;

— préparer patiemment un désarmement général simultané et contrôlé ;

— reconverter l'effort nucléaire français à des fins pacifiques.

Mais il n'est pas d'indépendance absolue. Dans le monde qui est le nôtre, faute d'une autorité internationale, subsistent des alliances héritées du passé.

Quels que soient les dangers de cette situation, les pactes constituent dans l'état actuel des choses un élément provisoire d'équilibre.

Le Parti Socialiste se prononce pour la dissolution simultanée du Pacte de l'Atlantique et du Pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs.

Il estime que cette dissolution devrait être facilitée par la réunion d'une conférence sur la sécurité européenne. Celle-ci aurait notamment pour objet d'envisager une expérience de réduction progressive et équilibrée des forces militaires en Europe et le contrôle international de cette réduction.

Celle-ci pourrait constituer le premier exemple donné au monde d'un accord de réduction des armements et de création de zones de désengagement militaire.

### LE TIERS MONDE

La lutte pour le socialisme est mondiale. Il ne s'agit pas de créer un « socialisme de nantis », confiné à l'Europe. Les socialistes doivent lutter contre la paupérisation et l'exploitation du Tiers Monde.

Vis-à-vis des nations pauvres, l'aumône ne saurait effacer l'injustice, ni l'assistance, l'exploitation.

La conversion complète des rapports

entre nations industrielles et Tiers Monde et la promotion d'une aide plus efficace sont les deux faces d'un même combat.

1. La solidarité des socialistes européens doit se marquer notamment dans l'appui donné aux peuples qui luttent pour prendre en main leur destin. La décolonisation économique est un préalable à toute politique d'aide efficace.

2. Une politique socialiste comportera en particulier :

a) La définition de formes publiques de production en commun ;

b) La réforme des relations économiques et monétaires internationales ;

c) Le soutien aux regroupements économiques et la lutte contre les chasses gardées ; le développement du Tiers Monde suppose en particulier l'ouverture planifiée des marchés des pays développés à leur production.

3. Les aides intéressées doivent faire place à une coopération multilatérale qui visera en priorité au renforcement du secteur public dans les pays aidés.

4. Cette aide financière et économique sera complétée par une coopération culturelle et technique libérée de toute arrière-pensée politique et ouverte à la promotion de toutes les cultures.

### L'EUROPE

L'internationalisme est autre chose que l'esprit de coalition ou de solidarité. L'unité de notre monde ne peut être atteinte par un coup de baguette magique, mais seulement par un effort patient de dépassement des nationalismes. La France vit en Europe ; elle s'est engagée dans un effort de construction européenne fondée sur les intérêts communs. Les socialistes doivent-ils le poursuivre ? Chacun convient que la prétention de construire le socialisme dans la seule France serait utopique. Mais ne l'est-il pas inversement de le construire dans une Europe résolue à demeurer capitaliste ?

La voix d'une France solitaire est trop faible ; son poids économique limité. Le monde industriel moderne exige de grands espaces ; l'anarchie européenne multiplie les gaspillages et favorise la pénétration américaine. L'autarcie est un suicide. Un refus d'intégration se retournerait contre notre pays.

En tout état de cause, il faudra tenir compte de l'élargissement des marchés des biens et des capitaux. Les règles actuellement en vigueur et les accords passés laissent une marge suffisante au déclenchement du processus de socialisation.

Les socialistes français sont favorables au renforcement de l'unité européenne et à l'élargissement de la Communauté Economique Européenne, qui ne compromettraient pas cette marge.

Si le développement de la construction européenne devait freiner l'évolution vers le socialisme, le Parti Socialiste ne renoncerait pas à faire prévaloir les solutions socialistes.

Cette Europe ne doit être qu'un maillon dans une chaîne plus longue de solidarité ; c'est pourquoi, elle demeurera ouverte sur tous les pays européens, notamment de l'Europe de l'Est, attentive à nouer avec eux les liens culturels, économiques et commerciaux les plus étroits.

Dans cette Europe, les socialistes travailleront à l'unité des forces qui luttent contre le système capitaliste sur les principes qui ont inspiré ce Plan d'Action.

# III. - Comment passer au Socialisme ?

## I. LA REVOLUTION, AUJOURD'HUI

Dans le monde d'aujourd'hui, l'ambition que BLUM assignait aux socialistes « établir une harmonie entre cette unité sociale qu'est la personne et ce tout social que sera la société collective », passe par une révolution qui implique la conquête du pouvoir politique. Sans la prise du pouvoir rien ne se fait ; avec elle, « les difficultés commencent ».

En dehors des minorités agissantes, il n'est personne pour imaginer qu'une mutation révolutionnaire peut se produire à l'aube qui suivrait le « grand soir ». Nous savons qu'il nous faudra procéder par étapes ; nous ignorons où se trouve le bout de la route ; la tâche des hommes libres ne sera pas terminée aussi longtemps que des individus ou des groupes disposeront à leur gré du travail ou de la vie d'autres hommes.

L'histoire justifie nos principes : cette transformation fondamentale doit être une exigence de la majorité du peuple. C'est pourquoi, aussi longtemps qu'existera le recours au suffrage universel, le Parti Socialiste ne prendra pas l'initiative de la violence. Cependant on ne peut éliminer l'hypothèse d'une crise.

En 1940, le pétainisme exploita la « divine surprise » de la défaite ; contre l'occupant et contre ses alliés de l'intérieur, il fallut prendre les armes. Si quelque régime dictatorial devait s'instaurer l'insurrection serait pareillement le premier des devoirs.

Après comme avant, comme pendant la conquête du pouvoir politique, il ne peut y avoir d'issue victorieuse que si le mouvement socialiste sait grouper le concours actif, et pas seulement l'appui électoral, de la majorité des exploités, et d'abord des travailleurs salariés qui sont aujourd'hui et de plus en plus la grande majorité de la Nation.

Plus large sera ce concours, et plus le mouvement socialiste aura de chances de venir à bout, sans affrontements majeurs, de la résistance de la bourgeoisie capitaliste et de ses institutions.

Mais à une époque où la bourgeoisie liquide à sa convenance ses propres institutions parlementaires et représentatives, au bénéfice de systèmes autoritaires et répressifs, il serait léger de ne pas prévoir que la force des masses, ce qui ne signifie pas l'agitation violente des minorités, pourra être contrainte de répliquer à la violence policière et à l'oppression techno-bureaucratique.

La période récente a montré que la violence que le capitalisme fait à l'homme, pouvait provoquer un mouvement populaire, ébranlant le régime politique qui en est l'instrument. La lutte des travailleurs à laquelle les socialistes, à la fois militants politiques et syndicalistes, participent en première ligne, les difficultés internes du système capitaliste et les fautes des gouvernants peuvent entraîner une vacance du pouvoir légal, laissant aux forces anticapitalistes la tâche d'y mettre fin. Dans cette éventualité, les socialistes agiraient pour présenter au suffrage universel, seule source de droit et d'autorité, un programme de transformation profonde à la mesure de la crise et des revendications populaires.

Si l'expression « dictature du prolétariat » a pu être employée par les socialistes autrefois, son utilisation aujourd'hui paraît contestable. Il faut reconnaître en effet que le terme « dictature » a un passé qui donne un contenu inacceptable, parce que fondamentalement différent de celui retenu par MARX, puis par les socialistes français, que le terme « prolétariat » est imprécis, mais le refus d'une expression ne peut pas être considéré comme une révision de la théorie. Pour les socialistes il s'agit de défendre le passage d'une légalité ancienne à une nouvelle légalité qui soit l'expression de la masse des travailleurs. Une fois le pouvoir conquis, les forces anticapitalistes utiliseront l'appareil d'Etat pour la défense de la volonté populaire.

## 2. L'ACTION DES SOCIALISTES

L'action des socialistes est une action de classe. Nous savons que « l'émancipation des travailleurs dépend des travailleurs eux-mêmes », de l'ensemble des travailleurs, de tous ceux en particulier qui, tout en professant des convictions philosophiques ou religieuses divergentes, trouvent dans leurs activités sociales ou civiques l'occasion d'un même engagement au service de la collectivité.

Les socialistes préparent la prise du pouvoir politique en exerçant leur capacité dans les responsabilités que leur confie le suffrage universel. C'est en faisant admettre sur les lieux du travail et d'habitat, dans les collectivités locales et régionales, partout où peut s'offrir l'occasion de participer à la vie collective, la valeur des solutions préconisées par leur Parti qu'ils démontreront leur aptitude à réaliser, rassembleront les énergies des travailleurs, créeront les conditions de nouveaux progrès et faciliteront la prise de conscience des défauts de la société qu'ils entendent transformer.

La puissance du Parti Socialiste sera accrue par le développement de sa force de proposition. Ce Plan d'Action trace seulement les lignes de forces des programmes que le Parti établira à partir d'une analyse précise des conditions immédiates de la lutte, des possibilités et des contraintes du moment. Chaque congrès ordinaire sera l'occasion d'une mise à jour de tout ou partie des objectifs immédiats, à partir d'un inventaire précis des moyens mobilisables. Il déterminera les transitions variées possibles, comment coordonner les progressions susceptibles d'assurer aux hommes plus de responsabilités, plus d'efficacité à leur effort.

## 3. DES FORCES POUR UN COMBAT

En l'état actuel du pays, les socialistes français ne sauraient prétendre accéder au pouvoir par leurs seules forces, mais la vocation essentielle du Parti Socialiste est d'être majoritaire.

Le Parti Socialiste poursuit donc jusqu'à l'unité les contacts avec les organisations qui se réclament de la démocratie socialiste.

Avec le Parti Communiste, il s'efforcera de déterminer par débat si les forces anticapitalistes peuvent mener le même combat et dans quelles conditions.

Il est enfin des organisations démocratiques qui mettent en cause la nocivité du capitalisme : on étudiera quelle part du chemin nous pouvons faire en commun pour déterminer comment elles pourraient contribuer à sa liquidation. Cette démarche écarte tout accord qui aboutirait à une compromission avec les forces politiques représentatives du capitalisme, qu'elles se situent à droite ou au centre.

Quant aux forces syndicales, représentatives par excellence des aspirations populaires, le Parti Socialiste les tient pour des partenaires indépendants et s'interdit toute forme de noyautage ou toute tentative de vassalisation. Il préconise en revanche une confrontation permanente entre organisations politiques et syndicales, sur tous les problèmes économiques et sociaux. Avant l'accession au pouvoir, il négocie avec elles les conditions de la mobilisation des travailleurs pour la victoire commune et de la résistance à une riposte capitaliste possible.

## 4. L'AGES AU POUVOIR

### CONTRAT ET ALLIANCE DE GOUVERNEMENT

Les circonstances ont naguère condamné les socialistes à participer à des coalitions pour assurer le fonctionnement des institutions et en préserver les formes républicaines. Face à un double assaut, la Troisième Force parut à la fois nécessaire et impossible. Nécessaire pour préserver l'avenir ; impossible puisqu'elle rassemblait des intérêts contraires, impuissants à définir une politique, une tactique et une discipline communes.

Les socialistes ont tiré la leçon des événements. Aujourd'hui, l'analyse du système capitaliste conduit à constater l'interpénétration croissante des pouvoirs publics et privés. Aussi, l'accession aux responsabilités politiques qui ne permettrait pas une transformation fondamentale du système politico-économique, nous laisserait le choix entre l'échec ou la complicité avec nos adversaires continuant à camper dans l'Etat. La présence au pouvoir des socialistes ne se justifie que pour accomplir des réformes de structure engageant le pays dans la voie du socialisme.

Cette politique de transformation repose nécessairement sur la base d'un contrat clair entre les organisations concernées d'une part et le pays de l'autre. Ce contrat comportera l'énumération précise des objectifs de législation, les moyens d'y atteindre et les modalités de réplique à la contre-attaque des forces capitalistes.

Ces moyens devront permettre à la fois de surmonter les difficultés ayant entraîné l'échec des forces capitalistes, de repousser la contre-offensive des vaincus, de conjurer les débordements aventuristes et d'éviter la déception d'une pause.

Ce contrat devra apporter l'assurance que les projets définis en commun et

approuvés par le suffrage populaire, seront mis en pratique au cours de la législature.

Il comportera un plan d'urgence rassemblant des projets soigneusement élaborés et mis au point pour réduire les inégalités les plus criantes, garantir le pouvoir d'achat des travailleurs, améliorer leurs conditions d'existence.

D'autre part, il comportera un plan d'urgence politique qui comprendrait les mesures essentielles assurant le fonctionnement démocratique des institutions et le respect immédiat de la volonté clairement exprimée du pays, permettant de réprimer les crimes commis contre l'Etat par les forces capitalistes.

Les contractants établiront un programme de législation, comportant la nationalisation du crédit, définissant les conditions de collectivisation des monopoles, des industries de pointe et des fournisseurs de biens et services collectivement payés, entamant la socialisation des entreprises nationalisées, bancs d'essai de l'autogestion, engageant ainsi une mutation irréversible vers le socialisme.

Les socialistes déposeront des propositions permettant aux collectivités locales et régionales d'intervenir plus activement dans la vie économique, créant ainsi une animation économique à différents niveaux essentiels : communes, départements, régions, favorisant l'installation en France d'un pouvoir socialiste.

Ce contrat créera des obligations précises aux partis qui l'auront passé. Toute modification devra en être négociée, toute rupture entraînera le retour devant le suffrage universel.

Le Parti Socialiste se refuse à établir ce contrat avec des organisations politiques qui ne s'engageraient pas à laisser perpétuellement contrôler le gouvernement par les assemblées démocratiquement élues, qui ne renonceraient pas à recourir à la force, en particulier à celle d'un appareil de police politique, ou à un concours étranger, pour se maintenir au pouvoir ; qui n'admettraient pas le pluralisme des partis, l'indépendance des syndicats et le respect de leurs droits, notamment le droit de grève, pour aujourd'hui et pour toujours.

La confiance ne s'impose pas, elle se mérite. Les socialistes renonceraient au pouvoir, si la confiance populaire librement exprimée leur était retirée. Ils ne sauraient négocier le contrat de législation avec quiconque ne prendrait pas cet engagement.

Les socialistes ne confondent pas cependant la démocratie socialiste avec la démocratie parlementaire. En cas de difficulté dans le fonctionnement des institutions, ils n'hésiteraient pas à soumettre le différend à l'arbitrage du suffrage universel après un ample débat mené en toute objectivité. Les socialistes s'engagent à instaurer un contrôle permanent des responsables par la concertation dans l'entreprise, la région, l'Etat, et d'abord, au sein même de leur propre Parti.

Les socialistes n'aspirent évidemment pas à l'exercice des responsabilités gouvernementales pour y gérer de quelque manière que ce soit les intérêts capitalistes.

Les arguments selon lesquels il s'agit d'assurer le fonctionnement des institutions ou d'améliorer le sort des travail-



## 5. LE PARTI SOCIALISTE

leurs ne suffiraient pas à justifier leur participation au pouvoir. Celle-ci exige que soient réunies les conditions suivantes :

1. Qu'un accord soit établi sur des réformes mettant en cause le système capitaliste et sur le respect de la démocratie et des libertés publiques et individuelles ;
2. Que ce rapport des forces dans le pays et entre les formations politiques contractantes, garantisse le respect et la réalisation de cet accord.

Cette garantie dépendra en particulier de la présence des travailleurs à tous les niveaux institutionnels et de la mise en œuvre de réformes portant en elles l'exigence de leur dépassement, condition pour que les travailleurs fassent obstacle aux oppositions illégales prévisibles, et participent à l'instauration de la démocratie politique et économique que nous voulons substituer au régime actuel.

Depuis des années, soit par impuissance, soit par mépris, les régimes successifs ont rarement donné aux Français, naturellement critiques, une très haute idée de la politique. C'est elle qu'il convient de réhabiliter dans leur esprit en liquidant les querelles subalternes et en traçant une voie droite et généreuse. Il leur faut enfin découvrir le chemin de l'action militante et voir dans tout engagement l'occasion d'une promotion humaine et d'une formation doctrinale et pratique.

Le Parti Socialiste entend parfaire la démocratie interne qui fonde ses démarches, développer la publicité des thèses en présence et faciliter le contrôle des militants sur les dirigeants qu'ils se donnent librement. Il souhaite devenir un centre de confrontation et de coordination entre hommes et femmes de formation et de milieux professionnels différents : c'est dans cet esprit qu'il a créé des structures d'études et d'acti-

tivités, noué des liens contractuels avec des Clubs de réflexion, établi des rapports confiants avec des organisations à vocation spécifique (syndicales, professionnelles, etc.) pour mieux tirer profit de leur expérience propre.

Le Parti Socialiste doit multiplier les efforts pour obtenir de la puissance publique les subventions légales proportionnelles au nombre de voix obtenues par les Partis au premier tour de chaque élection législative, pour leur permettre de disposer d'une presse hebdomadaire et quotidienne, indépendante des puissances d'argent.

Si la diversité du monde moderne implique la souplesse des structures, elle n'en rend que plus impérieuse la discipline librement consentie, justifiée par la démocratie interne au Parti. Sans discipline, pas de lutte cohérente possible, pas de victoire durable. La France, et les forces démocratiques tout particulièrement, souffrent de l'émiettement des activités, du pulvérisement des groupes, de l'esprit de chapelle comme de

l'esprit de compromission. Il doit être possible à tous ceux qui visent un même objectif de travailler dans un même cadre. Le Parti Socialiste offre à chacun ce lieu de rencontre, non pas comme un donné figé mais comme une forme à modeler : comme l'action socialiste, le Parti Socialiste s'invente jour après jour, à mesure que s'y retrouvent et s'y confondent des forces nouvelles. Cette volonté d'ouverture, d'accueil et d'adaptation permanente associée à la rigueur de la pensée et à la cohérence de la démarche sont les conditions d'un rayonnement grandissant.

Le Parti Socialiste appelle tous les citoyens qui souscrivent à sa Déclaration de Principe, à adhérer à une organisation politique dont les statuts garantissent le fonctionnement démocratique.

Que l'esprit humain se montre capable de bouleverser les rapports sociaux comme il a transformé ses techniques, tels sont l'espoir et le but du combat socialiste.

# Le discours d'Alain Savary au Congrès National des 20 et 21 Juin 1970



Camarades,

Comme les rapporteurs ne sont pas encore en état de rapporter, je vais essayer de combler le temps qu'ils nous laissent, et je voudrais en premier lieu dire que les travaux des Commissions ont été démocratiques, sérieux et vivants. Et je pense qu'il faut que le Congrès en prenne acte.

En second lieu, pour que vous ayez le temps de réfléchir, il apparaît qu'étant donné l'état des travaux, les textes qui seront soumis au vote ce soir, quelle que soit leur qualité, nécessiteront une mise en forme. Et c'est pourquoi je proposerai au Congrès que ces textes, étant adoptés par un vote, il y ait ensuite une Commission de mise en forme, je veux dire « rédactionnelle », le texte étant soumis au Comité directeur qui se tiendrait le 4 juillet, afin que le texte d'ensemble sorte publiquement sous une forme convenable, et dans les meilleurs délais.

C'est la proposition que je fais au Congrès.

Ensuite, ayant pris connaissance des travaux des Commissions, je voudrais dire au Congrès qu'il me paraît que quelque chose d'important est acquis. Et l'ensemble des textes et des amendements permet de reconnaître l'existence d'une conception très largement partagée, conception solide et bien définie dans ses actes principaux, même s'il subsiste, comme c'est inévitable, une marge d'appréciation appelant une réflexion complémentaire.

On peut constater tout d'abord, et cela est normal, un large accord sur les fins que nous poursuivons : la libération de l'homme, son accomplissement, non pas dans un morne isolement individualiste, mais dans la création d'une nouvelle façon de vivre ensemble, car ceci est un de nos objectifs communs.

Ensuite, il apparaît qu'il y a un large accord sur notre interprétation du monde actuel. Nous avons pris conscience et acte des transformations du capitalisme, non pas que cela le rende moins brutal, bien au contraire. Nous avons compris qu'il tirait une efficacité relative de la souplesse de sa gestion et des modifications intervenues dans le contexte politique et social ; cela est en grande partie dû au fait de l'action des travailleurs.

Mais nous avons aussi aperçu, au-delà des formes anciennes d'exploitation, qui subsistent encore, son caractère dévastateur et les nouvelles aliénations qui découlent de la domination exclusive de l'économie par les intérêts privés. De cela notre projet, dont vous discuterez, traite de façon excellente.

Il est apparu aussi qu'aucune formule préfabriquée du socialisme n'était empruntée toute faite, ici ou là. Nous savons donc que nous aurons à trouver notre voie originale, adaptée aux conditions présentes du monde, et d'abord à celles de l'entreprise.

Cette voie, il me semble que des travaux des Commissions permettent de la caractériser en termes généraux.

Pour ma part il me semble qu'il y a deux domaines où cela est possible : celui qui regarde ce que j'appellerai « les conditions générales de notre action », et ensuite, celui qui concerne ses points d'impact et ses orientations.

Il peut y avoir entre nous, d'abord, accord sur une façon globale de concevoir l'action. Nous voulons tous que cette action soit démocratique au sens plein du mot. Par là, nous voulons dire qu'elle doit respecter les règles et les contraintes du pluralisme des élections, des délégations explicites de pouvoir. Nous refusons la tyrannie bureaucratique, fût-ce celle d'un Parti.

Et nous rejetons aussi la violence anarchique qui ne sert le plus souvent qu'à la préparer. Nous croyons cette voie démocratique nécessaire, car elle seule peut mener au but, et

nous la pensons aussi possible, car les bases sociales de la démocratie socialiste existent dans notre pays, comme dans beaucoup d'autres pays développés.

A côté de la classe ouvrière au sens étroit du mot, une masse importante et croissante de techniciens, cadres, d'intellectuels, qui se trouvent dans une situation ambiguë, peut opter pour le socialisme. Une partie des travailleurs indépendants, d'agriculteurs, du commerce et de l'artisanat, le peut aussi.

### Un Socialisme ouvert, dans un pays ouvert

En second lieu, nous ne concevons pas le socialisme français replié sur lui-même, isolé, mais nous concevons un socialisme ouvert, dans un pays ouvert.

Et c'est d'abord à l'ouverture sur l'Europe que je pense. Nous savons que les rapports avec cette Europe qui n'est pas socialiste ne sont pas simples et ne seront pas simples.

Peut-être devons-nous engager, si nous sommes en mesure de le faire, la transformation de notre société, en nous opposant à certaines orientations de cette Europe.

Nous devons y être prêts. Mais nous savons aussi que nous ne pourrions nous développer seuls, être indépendants seuls, aller seuls très loin, dans la voie du socialisme ; par choix, par mission et par force, l'Europe est notre aventure.

Ce problème est l'objet d'un débat au sein du Congrès. Nous y reviendrons tout à l'heure, mais je voudrais d'ores et déjà dire ce que l'on peut penser de ce problème.

Dans la situation où se trouve le socialisme français, prétendre que le moment venu il subordonnerait la construction de l'Europe à l'édification de l'Europe socialiste me paraît une vision théorique.

Nous voulons à la fois construire l'Europe socialiste, et au préalable et simultanément, le socialisme dans notre pays.

Soyons sincères avec nous-mêmes : serions-nous bienvenus, dans l'état où se trouvent les forces de gauche dans ce pays, de donner des leçons aux autres partis socialistes, et de dire que c'est de pays extérieurs à la France que viendrait le danger contre le socialisme, alors que certains d'entre eux, par des voies et des moyens qui leur sont spécifiques, ont commencé une construction qui, même si elle n'est pas identiquement nôtre, est un progrès dont nous souhaiterions — et je fais allusion au socialisme suédois — que déjà des résultats analogues se fassent sentir dans notre pays.

Alors, il ne faut pas qu'il y ait, à cet égard, de malentendu. En aucune mesure et en aucune manière, la construction européenne ne doit être capable de s'opposer à des mesures socialistes dans notre pays. Mais en même temps nous devons savoir qu'en définitive, là où la France se trouve située, car elle n'est ni l'Albanie ni le Portugal, en fait, si nous ne voulons pas nous tromper nous-mêmes, le combat sera finalement gagné globalement par tous les Socialistes européens, et c'est sur ce point que nous aurons probablement l'occasion de revenir tout à l'heure.

Cette attitude signifie donc que ce que nous proposons n'est pas une solution toute faite, à laquelle il suffirait de se rallier ? Cela veut dire qu'elle est à nos yeux un champ d'action et une source de problèmes. A cet égard, le document qui sert de base à la discussion a peut-être, à l'origine, schématisé à l'excès les options possibles.

L'essentiel est donc que nous décidions d'être socialistes, ce qui implique que nous résistions vigoureusement à certaines orientations dangereusement libérales de la construction européenne, tout en faisant tous nos efforts pour être le plus possible et le plus tôt possible, socialistes en Europe.

En aucun cas, cependant, notre option de fond pour la construction européenne ne doit être une façon de l'isoler du reste du monde et d'éviter les très graves problèmes, en particulier celui du Tiers Monde.

L'Europe est au contraire, pour nous, entre autres choses, une façon de mieux nous intégrer au monde, d'y agir plus puissamment, plus efficacement et je dirai, en aucun cas, en outre, l'Europe ne peut être le masque d'un ralliement à l'atlantisme, formule inacceptable, car elle

# Le discours d'Alain SAVARY

(Suite de la page 12)

nous ferait perdre notre individualité, formule immorale, car elle nous rendrait complices des crimes et des erreurs de l'impérialisme américain, hélas trop réel !

Le fait que le Parti ne doive pas envisager un retrait unilatéral du pacte atlantique se situe sur un autre plan.

Notre participation à l'Alliance est liée aux circonstances de fait qui commandent l'équilibre mondial.

Notre position dans ce domaine est donc liée aux changements des conditions et il ne s'agit pas de nous résigner à une situation de fait, il s'agit de travailler de toutes nos forces aux changements de cet état de fait, et cela pour parvenir, par un renforcement de l'organisation internationale, à la disparition progressive et simultanée des blocs militaires. Tous nos objectifs doivent tendre à ce but. Ceci aussi, mes Camarades, a fait l'objet d'interventions dans ce Congrès.

Je voudrais que l'on donne à cette affaire du pacte atlantique son aspect vrai. Il a un aspect de faux problème car nous savons qu'il faut dépasser la situation et que les satisfactions que tel ou tel pourrait avoir dans le cas d'un retrait unilatéral de la France ne résoudraient en fait aucun des problèmes qui sont les nôtres, qui sont ceux de l'établissement de la paix en Europe.

Et je voudrais ajouter une remarque. J'ai entendu parler hier à cet égard, dans des élan très généreux, du « soulèvement national » qui serait le succédané à l'Alliance atlantique... ou à une défense nationale autonome. Eh bien, Camarades, il est peut-être facile de parler dans cette salle de soulèvement national, mais je voudrais exprimer deux thèmes de réflexions :

Aux moins jeunes, juin 1940 : qui aurait parlé de soulèvement national au lendemain de la défaite et dans la présence des blindés et de l'armée allemande ?...

Aux plus jeunes et à tous : allez-vous parler de soulèvement national, au lendemain de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie ?

Ce que des patriotes comme les Tchèques n'ont pas été capables de faire, est-ce que vous pensez que c'est une décision autre que verbale, de l'inclure dans des décisions de Congrès, alors que vous savez qu'à notre époque, et dans la disproportion écrasante entre les armements modernes et la volonté d'un peuple, lorsqu'il est situé dans l'Europe occidentale, en fait une résistance peut être concevable, mais un soulèvement national est une invitation peut-être généreuse, mais qui ne paraît correspondre, en aucune mesure, aux responsabilités qu'un Parti comme le nôtre doit assumer, pour garantir les libertés de notre pays et les libertés de la démocratie.

## Notre souci de l'efficacité économique

Un troisième point sur lequel un large accord me paraît devoir exister entre nous, est notre souci de l'efficacité et, disons-le, de l'efficacité économique.

Nous ne nous réjouirons jamais que l'économie soit malade, nous ne souhaitons pas qu'elle crève... et c'est une réminiscence, puisque ce slogan avait été inscrit sur les murs de la Sorbonne au mois de mai 1968...

Et dans le même passage où il dénonce les aberrations et les injustices de la société de consommation, notre document affirme l'importance de la croissance économique. Cette croissance, nous la pensons nécessaire et nous estimons que même dans une société évoluant vers le socialisme, où les blocages, liés aux égoïsmes, seraient plus aisément surmontés, elle devrait être plus rapide que dans le contexte actuel.

C'est l'orientation de la production, c'est le contenu de la croissance que nous contestons et non le fait d'une production efficace.

De même, nous devons refuser les conduites irresponsables, qui conduisent à accumuler toutes les revendications et à prétendre satisfaire chacune d'entre elles, sans lui donner de contre-poids. Toute action sérieuse — et la nôtre doit l'être — doit reconnaître qu'elle est soumise à des contraintes. Cela implique que cette action s'organise dans le temps grâce à la planification ; cela aussi implique que parce qu'elle refuse l'inflation, elle repose sur une grande maîtrise des mécanismes financiers.

Voici pour le cadre de l'action. Pour ce qui est du contenu, je voudrais aussi vous présenter un thème.

Il me semble que tous les socialistes estiment nécessaire un développement important et rapide du secteur d'économie publique et collective. Cela leur paraît indispensable pour modifier l'équilibre global du pouvoir dans le passé, pour faire prévaloir un modèle de plus grande qualité dans la répartition du revenu et enfin, pour accomplir les tâches de l'économie moderne, car le capitalisme français n'est pas une réussite, même selon ses propres critères, et une puissante action sur les structures de l'appareil productif devra être menée.

Nous savons qu'il existe des pays, comme la Suède ou l'Allemagne, où la cohésion des travailleurs et les caractéristiques de l'histoire nationale, ont fait préférer une autre voie. Les forces populaires politiquement dominantes, et puissamment organisées dans les syndicats, et les forces politiques, ces forces disent contrôler le capitalisme de l'extérieur et agissent essentiellement par la fiscalité et l'emploi des ressources nationales. Cette méthode a donné des résultats.

Cependant, si nous pouvons nous inspirer partiellement de cette méthode, nous croyons qu'elle ne serait pas suffisante en France où les conditions de son efficacité ne sont pas réunies.

En tout état de cause, nous croyons aussi qu'elles ne peuvent correspondre à une étape, au-delà de laquelle le problème de la détention du pouvoir économique ne pourra être éludé dans aucun pays...

Cependant, notre réflexion sur la réalité des mécanismes de l'économie et des difficultés des pays de l'Est, nous fait rejeter toute formule de centralisation bureaucratique. Nous estimons qu'une large décentralisation des décisions de gestion et d'investissement est une condition de l'efficacité.

Ces conditions peuvent amener à une conception dont j'ai parlé, qui est celle de l'économie publique de concurrence... le terme importe peu si nous sommes d'accord sur le fond, et il semble que nous puissions l'être.

Il s'agit en effet d'étendre la propriété publique et collective en dehors des industries de base, dans le secteur des biens d'équipement et de consommation, où elle a encore peu de place. Il s'agit de conserver un mécanisme de compétition, parce qu'il permet la décentralisation des décisions. Il faut donc faire jouer une concurrence entre les entreprises publiques, et la faire jouer aussi entre celles-ci et ce qui demeurera des entreprises privées.

Il s'agit également de supprimer, même entre les entreprises publiques, les rentes de situation et de monopole et ceci peut être atteint plus facilement dans le secteur public et également dans ce domaine de concurrence entre les deux secteurs, avec l'appui des décisions législatives et surtout du contrôle ouvrier, qui serait prévu dans ce sens.

Dans le meilleur dosage des méthodes, il peut y avoir certaines différences entre nous. Certains sont plus attachés à la formule de la nationalisation par expropriation et indemnisation ; d'autres verraient plus d'avantages à une démarche souple et stratégique, consistant à étendre le secteur collectif en employant l'épargne publique et populaire à des prises de contrôle et à des créations d'entreprises.

Le texte qui sera soumis permettra de trancher et d'orienter la position du Parti en ce sens, encore qu'il s'agisse pour nous davantage d'un programme d'action immédiat que d'un plan d'action socialiste.

Ce qui est indispensable, en tout état de cause, c'est qu'il y ait cohérence entre le rythme du développement du secteur public étendu, et le rythme du développement de la capacité de la gestion publique. A défaut, la première extension serait presque sans portée comme l'a été la nationalisation des principales banques.

Et ceci doit être pour nous un élément de réflexion, réflexion nous poussant à l'action.

Je n'en aurais pas fini avec l'entreprise si je ne disais pas aussi que c'est un cadre dans lequel les Socialistes doivent inscrire la démocratie.

Ceci concerne, avec des modalités et une intensité différentes, tant le secteur public que le secteur privé. Ceci aussi sera rapporté tout à l'heure, mais il apparaît que dans le secteur public on se doit d'introduire rapidement une véritable participation des travailleurs aux décisions, diversifiées selon les niveaux, de l'atelier au groupe industriel et financier.

Dans le secteur privé, dans la phase où nous nous trouvons, je pense, Camarades, que nous devons être attentifs au point de vue des syndicats, et probablement retenir qu'une première étape doit principalement retenir notre attention, celle qui mènera au plein exercice du droit syndical et à l'exercice effectif du droit à l'information, à l'expression et à la contestation des travailleurs, ainsi qu'à un contrôle efficace des mécanismes qui touchent au plus près leurs intérêts, notamment l'embauche, les conditions pratiques du travail, les rémunérations et l'orientation de l'entreprise.

Quoique, s'il est normal et nécessaire que des Socialistes s'attachent avec un soin particulier au problème de la production, une autre chose doit être dite clairement. La transformation que nous voulons ne peut se réaliser totalement par une mutation localisée au niveau de l'entreprise. C'est toute la société qu'il faut socialiser, tous les milieux où se meuvent les hommes qui sont imprégnés des mêmes abus et des mêmes injustices que le monde du travail.

De cela, les textes et les discussions ont traité en détail et je voudrais en retenir quelques directions.

Quant aux moyens, il nous faut savoir que les Socialistes peuvent utiliser, et ceci est la tradition de la République, le potentiel de changement qui réside dans la loi, dans l'action gouvernementale, et dans l'activité des administrations, mais ils veulent aussi que la décentralisation des pouvoirs régionaux et locaux, la pluralité des organisations et celle des institutions, permettent de parvenir à une véritable décentralisation.

Ils chercheront la cohérence, et même dirai-je le foisonnement qui n'est pas incompatible... et ils peuvent le rechercher.

Il faut, qu'au niveau de l'Etat, on recherche la maîtrise par le pouvoir démocratique, les moyens qui permettent d'orienter la production et l'utilisation des richesses. C'est, au fond, et je m'excuse de ce côté un peu technique, le contrôle des flux d'argent, la domination de la machine à collecter, à prélever et à affecter, à redistribuer, à financer, qui permettra de marquer les priorités socialistes, et cela ne veut pas dire qu'il faille être en tous domaines dirigiste. Au contraire. Dans beaucoup de cas, nous devons savoir qu'il faudra s'abstenir d'interventions trop précises, et laisser jouer les mécanismes simples.

Mais les Socialistes doivent vouloir disposer d'une faculté d'action stratégique, tant pour orienter le financement du développement industriel que pour promouvoir la justice dans, et par l'impôt, développer les services collectifs, accroître l'effort de redistribution et tendre vers l'égalité.

Je ne voudrais pas aller bien au-delà de ces données dont je m'excuse qu'elles aient été quelque peu techniques, mais je voudrais maintenant, pour conclure, et avant d'arriver à une conclusion définitive, tenter de porter un jugement non pas sur nos conclusions, ces conclusions appartenant au Congrès, mais sur ce que nous avons fait.

J'ai dit quel avait été le travail des Commissions. Il m'apparaît qu'il y a une très large majorité dans le Parti, et cela n'est pas surprenant, car le plan d'action ne fait que traduire ce qui est la doctrine et ce qui est notre texte de charte.

On a dit que le Parti était divisé. Et je voudrais faire une distinction entre les divisions qui sont normales et celles qui seraient graves et menaçantes.

Divisé, le Parti l'a été à l'issue de son Conseil national sur un point précis, et je le dis, Camarades, que cela est normal, car lorsqu'il s'agit d'un problème aussi important que celui dont nous avons traité, le dialogue entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, chacun a le droit d'avoir une approche différente de ce que comporte ce problème.

Je me réjouis du choix qu'a fait le Conseil national, car je sais que ce choix étant fait, le Parti, dans son unanimité et dans sa totalité, sera fidèle à la décision de la majorité, telle que les organismes responsables auront à charge et à honneur d'appliquer.

Mais ces divisions dont on paraît s'étonner, certes, les assises de la Droite, lorsqu'il en existe, ne présentent et ne présenteront jamais ce caractère de démocratie et d'interrogation loyale que présentent nos assises, et je dirai qu'il n'y a pas de référence, dans aucun parti, à l'esprit dans lequel les Socialistes délibèrent.

## Ce que nous continuerons à être

Nous devons en être fiers, car c'est ceci qui fait de nous ce que nous sommes, et ce que nous continuerons à être.

Alors nos divergences apparaissent, nos divisions sur certains points apparaissent, car nous ne les cachons pas.

Ce qui serait plus grave, ce serait qu'il y ait, par rapport à l'essence de ce qui nous lie, au-delà des modalités, des divergences qui seraient plus que des divisions, et qui seraient des incompréhensions fondamentales.

Au cours du débat qui s'est instauré hier, il y a eu des interventions, et je ne voudrais pas revenir sur ces interventions mêmes, mais sur les textes qui ont été présentés pour les discussions du Parti.

Je voudrais en prendre un, parce qu'il me paraît très clair dans sa signification. Je veux dire la « motion pour un plan d'action socialiste-démocratique », dont je crois que notre camarade Chandernagor est le principal signataire.

J'ai lu ce texte, comme tous les textes qui ont été envoyés pour le Congrès, et ce qui me frappe, ce sont deux absences.

D'abord, on n'y trouve pas le mot « socialiste », sauf par rapport à la dimension européenne de l'Europe, et avec les termes « démocratie socialiste ».

En second lieu, dans la phrase qui me paraît la phrase-clé — et si je me trompe, que ceux qui l'ont rédigée me contredisent lorsqu'ils parleront —, je m'excuse de lire cette phrase : « Objectif, l'homme libéré et responsable. »

Camarades, je crois que, même au-delà de nos rangs, il y a un consensus général pour cet objectif.

« Un moyen. La croissance économique libère au service de l'homme des énergies créatrices considérables, mais la croissance économique désordonnée a aussi sa contrepartie de nuisance. Assurer un rythme normal de croissance tout en maîtrisant afin d'en mieux contrôler les effets et d'en répartir plus équitablement les fruits, telle doit être dans notre monde actuel une des tâches essentielles du socialisme. »

Ce texte me paraît pouvoir parfaitement figurer non seulement dans les textes de la société nouvelle, mais bien au-delà. Je ne crois pas qu'il y ait une formation politique en France qui ne soit prête à reprendre à son compte intégralement les termes qui sont la clé de voûte de la « motion pour un plan d'action socialiste-démocratique ».

Et je voudrais dire à ces Camarades qui ont rédigé ce texte, qu'ils me paraissent être sur une mauvaise voie.

Ils peuvent contester, au sein du Parti, à la fois les options concernant les rapports avec les autres ; ils peuvent contester tel ou tel point de ce que nous proposons ; personne n'est infailible ; mais en arriver, presque inconsciemment, car je crois que c'est inconscient, finalement, pour beaucoup, à ne plus dire un mot du capitalisme, à ne plus dire un mot du socialisme, alors, c'est là, Camarades, que le réformateur rejoindrait volontiers ceux qui sont hors de nos rangs et pourrout n'y être jamais, et finalement, ne se trouveraient pas, et je le comprendrais, dans le même esprit et avec les mêmes objectifs que les nôtres.

Je souhaiterais que les choses soient très claires. Il n'est d'aucune manière, dans mon esprit, de tenter de pousser hors du Parti des Camarades qui s'y trouvent, car c'est d'un développement que nous gagnerons et non pas en éliminant des tranches successives.

Donc, nous souhaitons qu'il y ait un Parti, nous l'avons dit, large, ouvert, mais fidèle à ce qui est son fondement et sa base, car s'il y a un malentendu sur ce point, ce malentendu est grave. Il jette la confusion au sein du Parti, et il jette la confusion à l'extérieur du Parti.

Cette confusion, il n'en faut pas, non seulement pour nous-mêmes mais pour la démocratie, car à l'extérieur du Parti, tel ou tel se fait des illusions parce qu'il a recueilli l'adhésion de

(Suite en page 14.)

(Suite de la page 4)

élévation des luttes et non pas être le compromis provisoire et bientôt perdu avec les forces qui tiendraient encore le pouvoir. La position du compromis conduit au regroupement des réformateurs. L'autre conduit à l'union des forces anticapitalistes. Chandernagor demandait ce matin si le plan d'action était amendable. Bien entendu un plan d'action, parce qu'il définit une stratégie, comporte une analyse permanente des conditions et des moyens de lutte. Mais la permanence étant assurée par la déclaration de principes « ce qui est modifiable, ce sont les conditions de combat et ce n'est pas le combat ». Nous ne pouvons pas « adhérer au Parti sur une déclaration de principes, à condition qu'elle reste du réel, et approuver un plan d'action, à condition de pouvoir mettre immédiatement en cause ses axes fondamentaux ».

Un débat s'engage alors sur les conditions de vote. LETONTURIER fait observer que le document Quilliot n'est pas parvenu dans les fédérations et qu'en conséquence, sans exclusion ce texte, le document imprimé sur lequel ont travaillé les fédérations doit être la base de la discussion dans les commissions. GAREL pose une question identique. Après explications de Denis CEPÉDE, le président fait voter sur « la prise en considération du document de travail imprimé, le texte Quilliot étant le

complément de ce document de travail ». Cette proposition est adoptée à l'unanimité moins trois abstentions.

Les trois commissions sont ainsi constituées :

— La première sera présidée par André CELLARD avec, comme rapporteur, Jean GAREL ;

— La seconde sera présidée par André BOULLOCHE avec, comme rapporteur, Dominique TADDEI ;

— La troisième sera présidée par Gérard JAQUET avec, comme rapporteur, Jacques FLEURY.

## SEANCE du DIMANCHE APRÈS-MIDI

Après les travaux des commissions, réunies le dimanche matin, la séance plénière reprend le dimanche après-midi. Elle est présidée par Albert GAZIER, assisté de Marius BOUCHON (Ardèche), André DOLLE (Tarn) et Claude MICHEL (Eure).

Albert GAZIER rappelle le règlement du Congrès sur l'organisation du débat final et le dépôt des amendements. Il invite le Congrès à faire preuve de discipline dans un débat techniquement difficile. Il indique enfin que seuls pourront prendre la parole

les trois rapporteurs de commission, les rapporteurs généraux et le premier secrétaire. Denis CEPÉDE souligne ensuite le sérieux du travail des commissions et laisse immédiatement la parole au rapporteur de la première commission, Jean GAREL.

Celle-ci a eu à se préoccuper des 59 premiers articles du texte Quilliot, soit les 30 premiers du document de travail. Les rédactions nouvelles ou complémentaires, qui porteront sur la rédaction Quilliot, ont été polycopiées et seront distribuées au Congrès.

Le rapporteur résume alors les quatre points qui ont été examinés plus particulièrement par la commission.

Premier point : le problème de l'Etat, qui exige une analyse de sa fonction actuelle. Il serait schématique de ne voir dans l'Etat que la simple expression de la classe dominante ; son rôle d'arbitrage doit être aussi bien compris.

Second point : la définition d'une classe sociale, à partir de plusieurs critères, le critère prioritaire étant la situation de dominateurs et de dominés, les autres étant la production de plus-value et la fonction productive. Nous avons donc retenu des critères objectifs, sans ignorer pour autant les problèmes des contradictions internes à une même classe et de l'identification psychologique à une classe donnée de la conscience de classe.

Troisième point : les contradictions actuelles du régime capitaliste. Nous n'avons pas estimé être en mesure de fournir actuellement une réponse scientifique et proposons que le débat se poursuive dans le Parti.

(Suite page 15.)

## Le discours d'Alain SAVARY

(Suite de la page 13)

tel ou tel membre du Parti, pour une entreprise qui n'est pas celle du Parti, et on s'imagine que, derrière ces quelques individus, ou ces quelques signataires, ce sont les Socialistes qui vont être compromis par je ne sais quelle démarche centriste, et chacun sait qu'actuellement, le centre étant effondré, la démarche centriste conduira tout de suite vers la démarche vers l'U.D.R.

A cet égard, je n'aborderai pas ici le problème des questions de tendances, car ce n'est pas le lieu, mais je dis qu'il faudra que le Parti s'en occupe et qu'il s'en préoccupe, et je voudrais simplement que quand des Camarades pensent nécessaire de participer hors du Parti dans des organisations qui sont intitulées « alternative de progrès », cela est très grave, cela signifie qu'ils ne croient pas que le progrès puisse être trouvé avec le Parti et dans le Parti !

Camarades, je conclus. Je demande donc à tous ceux qui ont pu, dans les difficultés normales, consécutives aux années 1967, connaître parfois le doute, regarder ailleurs tout en regardant dedans, je leur demande de faire en sorte qu'ensemble, mais dans la clarté, et là je serai fidèle, cela ne surprendra personne, à ce qu'on a dit lors du Conseil national, dans la clarté, dans la vigueur et dans la vigueur, nous continuions tous ensemble le combat. Des progrès sont accomplis déjà et je veux vous dire ici ce soir mon optimisme pour l'avenir.

# L'allocution de François MITTERRAND

Dans l'après-midi de samedi, le Congrès a entendu l'allocution de François MITTERRAND qui, accompagné de Claude ESTIER, secrétaire général de la C.I.R., avait rejoint les délégués de cette organisation, Georges DAYAN, Pierre JOXE et Jean-Marcel SARVONNAT.

Alain SAVARY, accueillant la délégation et se réjouissant de sa présence, déclare notamment :

« Dans le débat, vif et démocratique, qui est instauré dans nos assises, il y a au moins une chose qui ne les aura pas surpris, c'est la référence à la doctrine, à la déclaration de principes, car cette déclaration de principes nous est connue puisque nous l'avons discutée et rédigée ensemble.

Ils ont vu également les difficultés de la démocratie, car ce que nous avons entrepris est plus malaisé que si l'on avait voulu dresser ce plan non pas par l'élaboration de tous les militants dans les sections et les fédérations, mais par un texte venu d'en haut et imposé à la base.

Nous connaissons les difficultés de la démocratie, et c'est la grandeur du socialisme de les connaître, de même que nous savons que la gauche connaît des problèmes, car son honneur est de ne pas éluder les problèmes et les questions.

Dans la gauche, les démocrates socialistes connaissent un problème. Après des espérances, ils ont connu des déceptions, mais ils savent que rien ne peut se faire encore que dans le respect le plus absolu des formes et des méthodes démocratiques. »

Alain Savary souligne alors la volonté du Parti socialiste de voir se réaliser l'unité des socialistes, qui « sera le premier pas qui permettra à une opinion parfois désabusée de sentir que quelque chose de profond change dans ce pays. Nous pensons contribuer à ce changement de l'opinion par nos propres travaux et par le développement de notre organisation. Et nous savons aussi que le Parti socialiste ne sera comblé que lorsque tous ceux qui sont de vrais socialistes se retrouveront dans la même organisation. Nous savons enfin que si pour progresser il importe d'avoir de

l'imagination et de l'enthousiasme, les progrès profonds, durables et réels ne sont accomplis que s'ils sont basés sur des méthodes respectueuses de la démocratie... »

François MITTERRAND remercie le Parti de son invitation. « Pour nous, dit-il, et en dépit de tous les débats subalternes et aussi de tous les débats nécessaires, tout passe par l'unité, et, pour répondre au dernier mot d'Alain Savary, l'unité passe évidemment par la démocratie. »

L'ancien président de la F.G.D.S. rappelle ensuite que la C.I.R. a mis au point, de son côté, un document définissant les grandes lignes d'action et des grandes perspectives. Cette double démarche est d'autant plus importante que la composition des textes permet de voir que les mêmes questions sont posées.

« Nous sommes partis d'un point très simple, à savoir qu'il convenait pour un socialiste de 1970 de ne jamais oublier que le socialisme était une philosophie, que cette philosophie n'est pas née d'hier, mais il y a bien longtemps, et qu'elle s'identifiait à des luttes sanglantes, marquée par de grands drames... et que cette philosophie du socialisme reste identique à elle-même... Lorsqu'on parle de moderniser, lorsqu'on parle de transformer, il faut d'abord se placer sur un autre plan. »

François Mitterrand décrit l'objectif socialiste : libérer l'homme de toutes les formes d'exploitation, à commencer par l'exploitation économique. Mais le socialisme en 1970 doit prendre en compte les besoins, les intérêts et les aspirations apparus au cours des dernières années. « Nous assumons les revendications quantitatives des travailleurs et des couches socio-professionnelles associées à leurs démarches. Mais nous voulons exprimer en même temps les besoins qualitatifs du modèle de civilisation exprimé par la révolte des artisans. »

Le président de la C.I.R. aborde la question des voies de passage. Seront-elles les gestionnaires d'une société capitaliste qui ne nous attend pas pour cela ? Ou bien faut-il définir « les mesures irréductibles à partir desquel-

les il nous sera possible de bâtir le socialisme du possible » ? La C.I.R. ne pense pas qu'il soit possible de fonder « l'accession à la société socialiste sur la rupture brutale, sanglante et toute simple d'un grand soir ». C'est une longue et difficile épreuve que de fonder la société socialiste dans un pays occidental comme la France, qui vit dans le cadre d'un marché commun. D'où nécessité d'une analyse préalable et logique du corps sociologique auquel nous nous intéressons. François Mitterrand cite ensuite quelques autres problèmes abordés par la C.I.R. : relations entre les lois du Plan et celles du marché, développement des libertés politiques, information. Il pose alors la question : « Une fois qu'on a dit cela, qu'est-ce qu'on va faire ? »

« Aucune espérance ne sera offerte aux hommes et aux femmes de gauche si l'unité des socialistes et, pour être clair, du socialisme démocratique, ne se fait pas. »

Ce que je peux vous dire, c'est qu'en tout état de cause, le jour où il sera possible par un processus démocratique, partant du choix délibéré de la base, c'est-à-dire des gens dûment connus, enregistrés, et pas de quelque foule informée... le jour où il sera possible par le processus démocratique le plus classique, le plus certain et le plus généreux, le plus vaste, le moins fermé... que tous les socialistes se retrouvent ensemble, je vous le dis aujourd'hui, nous serons toujours prêts... et nous n'emploierons jamais la tactique ou le moyen procédurier qui permettrait, par manœuvres subalternes, de retarder l'échéance. »

François Mitterrand souligne qu'il ne suffit pas de crier « Unité », mais qu'il faut lui donner « un contenu théorique, pratique, stratégique et tactique suffisant ». La Convention ne prétend pas faire cela seule : elle entend apporter sa pierre à l'édifice.

Il n'y a pas de solution pour la gauche française, dit le président de la C.I.R., face au parti communiste, face au comportement gauchiste, face à la pression formidable des intérêts capitalistes, tant que le socialisme démocratique n'aura pas retrouvé sa puis-

sance et sa force. Il n'y aura pas non plus d'équilibre dans la politique française s'il n'y a pas d'abord d'équilibre dans la politique de la gauche.

« Est-ce que nous nous rencontrerons autrement qu'à coup de communiqués ? La réponse appartient aux organismes dirigeants du P.S. et de la C.I.R. Des épreuves nous attendent, elles sont rudes : 1971, 1973 ; mais nous ne réduisons pas notre démarche aux perspectives électorales. » François Mitterrand ajoute : « Ce que je vous dis ne peut pas être une petite confidence entre deux portes... Nous nous engageons à compter du moment où les règles démocratiques à la base sont respectées, où l'appel peut être entendu par tous ceux qui ne sont ni chez nous ni chez vous, mais qui aiment le socialisme, où cette démarche est entreprise et quelle que soit l'ampleur des pas que vous déciderez, à être sur la même longueur d'onde... Nous sommes prêts à crier avec vous Unité, mais à aller plus loin, c'est-à-dire en dehors des conversations inutiles, des débats de procédure et je dirai même en laissant de côté un certain nombre de préjugés, nous vous disons, dans la perspective de 1973, considérée non comme un rendez-vous électoral, mais comme une chance de dernière heure en tout cas pour notre génération politique, que dès ce soir, tout est possible avec la Convention. »

Pour conclure, François Mitterrand insiste à nouveau sur l'unité : « Que chacun ait le sentiment que son droit d'expression et sa capacité de pensée trouveront dans le sein du mouvement socialiste et d'une formation enfin unifiée la possibilité non seulement d'aboutir aux confrontations nécessaires, mais de donner le sentiment qu'enfin nous sommes repartis du bon pied... Pour cela aussi, il faut un certain nombre d'actes... La Convention est sensible à ce que vous avez fait aujourd'hui... chaque fois qu'une majorité, devenue unanimité chez vous, nous dira : venez parler avec nous, discutons, engageons la construction commune, nous aurons le sentiment que le Parti socialiste... aura... apporté... ce minimum de fraternité... pour construire le socialisme en France. »

(Suite de la page 14)

Quatrième point : les rapports entre le Tiers Monde et le monde capitaliste développé, pour lesquels nous avons noté que les premiers jouaient un rôle de marché pour les seconds, en leur permettant d'écouler leur surproduction.

Le rapporteur signale ensuite que la position de la commission sur ces amendements est une position d'unanimité. Elle s'est heurtée à des problèmes d'analyse — qui devront être repris et poursuivis — et de forme. Sur ces seconds problèmes, elle croit que les questions de rédaction sont quasiment insolubles, la concordance entre le langage des spécialistes et le langage populaire étant difficile.

Il termine en énumérant les paragraphes modifiés, dont les nouvelles rédactions vont être diffusées.

## Alain Savary prend la parole

Les textes n'étant pas encore prêts et les autres commissions pas encore en état de rapporter, Alain SAVARY prend alors la parole en tant que premier secrétaire. On trouvera le texte de son intervention en page 12.

A l'issue du discours du premier secrétaire, Albert Gazier soumet au Congrès la proposition faite par Alain Savary de « confier à une commission de rédaction le soin de mettre en forme définitive les textes que nous avons adoptés, étant entendu qu'aucune modification de fond ne sera apportée et que le Comité Directeur du 4 juillet adoptera définitivement cette rédaction ». Après un court débat, la proposition est adoptée à une quasi unanimité, trois délégués se prononçant contre et six s'abstenant.

Albert Gazier donne alors la parole pour cinq minutes à André Chandernagor, qui a été « personnellement mis en cause par un orateur » (règlement intérieur du Congrès) et qui entend répondre à Alain Savary.

André CHANDERNAGOR déclare avoir écouté avec attention Alain SAVARY et être satisfait du déroulement du Congrès. Sans nous, dit-il, quel tonus aurait-il eu ? Il n'est pas question de quitter le Parti : nous menons le combat à l'intérieur. Certains souhaiteraient sans doute nous voir dehors, qui ont été à l'origine des scissions du passé. Tel vous ferez le Parti, tel nous le ferons.

Les divergences sont normales et ne doivent pas être niées. Nous différons sur la stratégie. Nous nous trouvons encouragés dans notre lutte intérieure au Parti, la majorité ayant perdu 500 mandats sur Issy-les-Moulineaux.

Quant à la fin de l'intervention d'Alain Savary, elle est de bonne tactique. Il fallait que quelqu'un soit « fessé d'autant plus durement qu'on se rallie à toute une partie des idées qu'il avait exprimées ». André Chandernagor souligne alors l'identité qu'il voit entre les idées exprimées par Alain Savary et les siennes, et les différences entre ce que disait Alain Savary à Issy et ce qu'il dit aujourd'hui. Ce qui entraîne une interruption d'Alain Savary, s'inscrivant en faux contre ces affirmations. André Chandernagor conclut cependant : « Par conséquent, réjouissons-nous de cet accord ; en tout cas, pour nous, cela nous encourage à persévérer et à continuer notre action interne au Parti. »

## Le débat sur le rapport de la 1<sup>re</sup> commission

Le débat général reprend. Le Congrès adopte à l'unanimité sans modification les paragraphes 1 à 3 du document Quilliot. Le paragraphe 9 est modifié et rattaché au 8. Le paragraphe 21 est intercalé ensuite et devient le paragraphe 9 de la nouvelle rédaction. Les paragraphes 10 à 19 sont adoptés.

Le rapporteur propose une adjonction au paragraphe 20, tendant à préciser que la croissance « tend de plus en plus à être obtenue par la recherche de l'innovation » et à souligner les aspects négatifs de cette tendance. Le nouveau texte est adopté avec un sous-amendement indiquant que cette « innovation » est utilisée « en vue du profit privé maximal ».

Les paragraphes 21 à 27 sont adoptés sans modifications. Le paragraphe 28 est

adopté dans une nouvelle rédaction sur la transformation du milieu naturel et les déséquilibres biologiques résultant d'une activité anarchique de l'humanité. Au paragraphe 29 est ajouté un passage sur le fait que la croissance des pays développés « s'effectue au détriment du Tiers Monde ». Pas de modification au paragraphe 30. Une adjonction au paragraphe 31 sur l'impossibilité, en régime capitaliste, de créer « un cadre de vie de qualité pour les travailleurs ».

Les paragraphes 32 à 40 sont adoptés sans modification, sauf le 38 qui est intégré au 41. Du 42 au 45, pas de modification.

Au paragraphe 46, une longue adjonction affirmant que « aujourd'hui, comme hier, les antagonismes de classe constituent la contradiction principale de notre société » et en analysant les aspects nouveaux. Un sous-amendement de Patrice GADELLE (Isère) tendant à supprimer une référence au P.C.F. est adopté également. Les paragraphes 47 à 55 sont ensuite adoptés, ainsi qu'une nouvelle rédaction du paragraphe 56, sur l'évolution du communisme soviétique. Quatre délégués se prononcent contre cette nouvelle rédaction.

## Le rapport sur le débat de la 3<sup>e</sup> commission

La parole est alors donnée à Jacques FLEURY, rapporteur de la troisième commission, qui a terminé ses travaux. Comme pour la première commission, les modifications portent sur le texte Quilliot.

Les articles 109, 110 et 111 sont adoptés sans modification. L'article 112 est adopté dans une nouvelle rédaction, qui spécifie que la conquête du pouvoir politique suppose « le concours actif, et pas seulement l'appui électoral, de la majorité des exploités » et qu'il « serait léger de ne pas prévoir que la force des masses, ce qui ne signifie pas l'agitation violente des minorités, pourra être contrainte de répliquer à la violence policière et à l'oppression bureaucratique ». Modification également à l'article 113, où il est précisé que la formule « dictature du prolétariat » n'est pas retenue, son utilisation paraissant contestable, et qu'il s'agit de « défendre le passage d'une légalité à une nouvelle légalité qui soit l'expression de la masse des travailleurs ».

A propos de l'article 114, Jacques FLEURY signale une discussion en commission qui ne s'est pas concrétisée par un amendement. Elle a porté sur l'énumération de ceux à qui le Parti socialiste fait appel : « le penseur libre comme le croyant, l'ouvrier, l'employé, le cadre, l'ingénieur, l'universitaire, comme le paysan et l'artisan ».

Guy Mollet fait observer que ce texte « mélangerait les genres » puisqu'on mêlait des convictions avec des classes ou des catégories sociales. Il propose donc, puisque l'article 46 déjà adopté, a réglé la question des classes sociales, qu'on ne conserve ici ce que ce qui n'a pas été couvert par cet article 46. Il en est ainsi décidé.

A l'article 117, un ajouté de la Fédération du Nord est adopté : il précise que « la vocation essentielle du Parti socialiste est d'être majoritaire ».

Sur les articles 118 et 119, traitant de l'unité des socialistes et des relations avec le mouvement communiste, Jean POPEREN présente un amendement qui, tout en soulignant l'importance des conversations entre les directions, estime nécessaire de provoquer le débat directement devant les masses. « Il nous semble en effet nécessaire de ne pas se contenter d'attendre des conversations, si importantes soient-elles, que de modifier peu à peu le sentiment, la conscience que peuvent avoir les travailleurs de ce qui doit être la nécessité de l'unité ». L'union de la gauche suppose une offensive des socialistes.

J. Flénry signale que le désaccord porte sur l'affirmation que l'action socialiste en direction des communistes doit porter « à tous les niveaux ». Mais Savary demande, dans « l'état actuel des choses », le rejet de l'amendement qui lui paraît aller à l'encontre de l'orientation d'Issy-les-Moulineaux. L'accord politique est une deuxième étape, dépendant du dialogue. D'autre part, le dialogue au niveau local permet l'entraînement au-delà de ce que le Parti a décidé. Vouloir aller trop vite, c'est parfois faire marcher plus lentement.

L'amendement, mis aux voix, obtient 43 suffrages et est en conséquence repoussé. Une autre amendement est défendu par

Georges SARRE, au nom de la Fédération de Paris, qui tend à transformer le prochain Congrès ordinaire du Parti en Congrès de réunification des socialistes. Cet amendement n'ayant pas sa place dans le plan d'action, puisqu'il se situe à court terme, G. Sarre annonce qu'il le transformera en motion qu'il proposera plus tard.

Sur l'article 120, Michel PEZET dépose un amendement de la Fédération des Bouches-du-Rhône tendant à compléter la phrase « La stratégie du Parti socialiste écarte toute compromission avec les forces représentatives du capitalisme, y compris par des combinaisons centristes », par centristes « alliés du gaullisme ». L'amendement est repoussé.

L'article 131 traite des relations avec les organisations syndicales. Louis LETONTURIER présente un amendement de Paris ajoutant la notion de « contrat d'action » passée entre partis et syndicats dans la période précédant l'accès au pouvoir. L'orateur souligne d'une part les inconvénients qui résultent des décalages existant entre l'action syndicale et l'action politique, d'autre part que si les syndicats ne peuvent pas participer à un programme commun de gouvernement, ils peuvent en revanche s'associer à un programme commun de la gauche. Dans un souci de simplification, Letonturier retire son amendement dans sa forme première et propose que dans le texte « Avant l'accès au pouvoir, il (le P.S.) étudie avec elles (les organisations syndicales) les conditions de la mobilisation des travailleurs », le terme « étudie » soit remplacé par « négocie ».

Guy Mollet signale qu'en commission il s'était opposé à l'amendement Letonturier dans sa première rédaction et qu'il avait proposé le mot « négocie ». L'amendement, mis aux voix, est ainsi adopté, ainsi que l'article 121, les articles 122, 123, 124 et 125.

Sur l'article 126, un amendement de la commission prévoyant un plan d'urgence politique s'ajoutant au plan d'urgence économique, est adopté. Un amendement de la Fédération de la Moselle, tendant à « réprimer les crimes commis contre l'Etat par les forces capitalistes », sous forme de la fuite des capitaux, est également adopté, bien que non retenu par la commission.

L'article 127 entraîne un amendement présenté par un groupe minoritaire de la Fédération du Nord. Il a pour but de « permettre une transition réaliste entre l'ancien ordre des choses et la société socialiste à construire », par la proposition de principes à la fois souples et rigoureux.

Denis CEPEDE intervient pour demander, afin de garder la cohérence du texte, que les auteurs de l'amendement n'en retiennent que les deux premiers paragraphes, posant des principes, le reste étant un élément de programme. Sur leur refus, l'amendement est repoussé par le Congrès.

L'article 127 est adopté avec un amendement de la commission, favorisant l'intervention des collectivités locales et régionales dans la vie économique. Les articles 128 et 129 sont adoptés sans changements. L'article 130 est adopté avec un amendement de la commission élargissant le fonctionnement démocratique au-delà du cadre parlementaire.

Un nouveau texte est présenté par la commission pour l'article 131, qui rend plus claires les conditions de la participation gouvernementale des socialistes en régime capitaliste. André Chandernagor dépose un sous-amendement, précisant que les conditions prévues doivent être précédées d'une précision, à savoir qu'elles tomberaient dans « l'hypothèse de caractère exceptionnel où l'exercice des libertés serait menacé ». Alain Savary intervient pour dire que « s'il s'agit de dénommer circonstances exceptionnelles ce qui ne serait pas pour favoriser une accession au pouvoir du Parti contrairement aux données du texte tel qu'il a été rédigé, le sous-amendement serait acceptable. Mais il va de soi qu'une formation comme la nôtre doit faire face aux événements, non pas que je retienne les termes de référence que tu as énoncés, mais s'il y avait des circonstances exceptionnelles, le Parti y répondrait par ses assises normales qui auraient à faire face à leurs responsabilités ». Il demande à André Chandernagor de retirer son amendement, ce que ce dernier fait « très volontiers », la réponse d'Alain Savary lui donnant satisfaction.

Un amendement de la Fédération de Paris, présenté par Louis Letonturier, est adopté sur le même article 131 avec l'accord du rapporteur. Il exprime l'idée que l'opposition des forces capitalistes aux réformes socialistes exigera une réplique qui

ne pourra se faire « parce que nous sommes des socialistes, par les voies du style répressif classique », mais « par l'action des travailleurs en tant que tels aux différents niveaux où ce sera nécessaire ».

Sur l'article 132, un amendement déposé en commission par un membre des étudiants socialistes, est présenté par un délégué de l'Aisne. Denis CEPEDE demande qu'il soit repoussé, parce qu'il constitue dans sa première partie un commentaire des statuts, et dans sa seconde, une proposition technique à court terme. Le Congrès suit cette demande.

Toujours à l'occasion de l'article 132, le Congrès se prononce pour que la référence à la déclaration de principes soit incluse à l'article 135 et adopte un amendement de la Fédération de l'Isère supprimant les mots « la seule » dans la phrase qualifiant le Parti socialiste de « la seule organisation politique dont les statuts garantissent le fonctionnement démocratique ». L'article 133 est adopté, ainsi que l'article 134, complété par un amendement de Lucien PEYRASSOL tendant à obtenir des subventions légales aux organisations représentatives pour leur permettre de disposer d'une presse indépendante. Les articles 135 et 136 sont ensuite adoptés, ce qui termine le débat sur le rapport de la troisième commission.

## Le débat sur le rapport de la 2<sup>e</sup> commission

Le rapporteur de la deuxième commission, Dominique TADDEI, signale qu'une trentaine d'amendements sont déposés par sa commission. Celle-ci a émis le vœu unanimement que la Déclaration de principes figure en tête du Plan d'action.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Dominique Taddéi présente un amendement au paragraphe 61, sous forme d'un alinéa supplémentaire précisant que les masses populaires apporteront leur appui à une expérience socialiste si tout risque de retour à une économie de pénurie est évité. Adopté.

Au paragraphe 62, le mot « laïcité » est ajouté. Adopté, ainsi qu'une modification de forme au paragraphe 63, qu'une précision de rédaction sur les collectivités régionales au paragraphe 64, qu'une suppression au paragraphe 65 et que le paragraphe 66 sans changement.

Deux modifications, demandées par Janette BRUTELLE, sont acceptées au paragraphe 67, l'une d'entre elles précisant que « la femme doit en particulier obtenir sa pleine reconnaissance en tant qu'individu responsable ».

Une adjonction de la Fédération de l'Isère est adoptée au paragraphe 68 sur le rôle de l'école comme apprentissage de la démocratie. Les articles 69 et 70 sont adoptés sans modification. Un amendement de Jacques Dubois, au nom de la Direction des Etudes Socialistes, est adopté à l'article 71, précisant un point de technique fiscale. Un amendement d'Eric Hinterman, tendant à une diminution des recettes de l'Etat provenant des taxes sur la consommation et une augmentation de celles provenant de l'impôt direct est repoussé sur le même paragraphe, après que le rapporteur ait fait observer qu'une question technique de ce genre pourrait difficilement être réglée à propos du plan d'action.

Au paragraphe 72, deux adjonctions acceptées l'une sur la réduction des disparités régionales en matière de salaire, l'autre, proposée par Yves DURRIEU (Yvelines), sur l'égalisation des salaires masculins et féminins.

Paragraphe 73 : sans changement. Paragraphe 74 : adjonction de la phrase : « Les femmes restent victimes d'une discrimination séculaire. » Pas de modification au paragraphe 75.

Au paragraphe 76, le Congrès, sur proposition de la commission, adopte une annexe au Plan d'action, présentée sur les questions rurales par la Fédération de l'Aude. Sur le même paragraphe, une précision est adoptée sur la lutte de classe dans les campagnes. Dans le paragraphe 77, la formule « municipalisation des sols » est remplacée par « terrains à bâtir ».

Dominique Taddéi présente un paragraphe supplémentaire, proposé par la Fédération de l'Aude, affirmant le principe d'une politique de loisirs et de culture. Il est adopté. Au paragraphe 78, adjonction aux critères d'un budget de la rente, « des

(Suite page 16.)

(Suite de la page 15)

progrès de l'éducation». Au paragraphe 79, adoption d'adjonctions présentées par la Commission de la santé sur la notion de « politique globale de la santé, le contrôle de la production et de la distribution pharmaceutiques, le développement du plein temps hospitalier et de la médecine de groupe ».

Pas de modification au paragraphe 80. Au 81, amendement adopté sur la nécessité de clarifier le système de retraites. Pas de modifications sur les paragraphes 82, 83, 84, 85 et 87. Des modifications de détail aux 86 et 88.

Un débat s'engage alors sur les paragraphes 89 et 90, plusieurs amendements de même nature ayant été déposés par plusieurs fédérations — notamment l'Hérault, l'Isère, la Loire, la Gironde, la Fédération de l'Ouest, les Pyrénées-Atlantiques, le Loiret, tendant tous à la régionalisation du plan et au développement démocratique des structures régionales. Des textes communs sont adoptés. Pas de modification au 91. Au paragraphe 92, suppression de la citation des noms du général de Gaulle et du P.C.F. (proposition de la Fédération du Rhône), et précision sur « l'autogestion qui, encadrée par la planification démocratique, constitue un des traits distinctifs de l'économie socialiste ».

Au paragraphe 93, adjonction de la notion d'encouragement des expériences volontaires de socialisation, notamment coopératives. Au paragraphe 94, plusieurs modifications de détails sont adoptées, ainsi qu'un alinéa supplémentaire sur « la mise en place de grandes unités industrielles capables de contrôler les pôles essentiels de domination économique, particulièrement dans les sections de pointe ».

Toujours sur le paragraphe 94, un amendement de Jacques PIETTE et du Pas-de-Calais est soutenu par Guy Mollet. Il tend à introduire dans la phrase « La socialisation que nous préconisons se distingue de la nationalisation », le néologisme « dépropriation », de façon à bien souligner qu'on fait disparaître la propriété sans lui substituer ensuite celle — même de fait — des gestionnaires. La commission n'avait pas retenu l'amendement, qu'elle estimait peu clair et susceptible de compliquer l'explication dans l'opinion publique. Le Congrès adopte : « La dépropriation et la socialisation que nous préconisons se distinguent, etc. » Un amendement GAREL est ensuite adopté, séparant les notions de « technocratie » et de « monarchie patronale » de celles de « compétence technique » et « d'autorité légitime ». Il en est de même d'un amendement DURRIEU sur l'incitation au secteur privé dans le cadre du plan démocratique.

Le paragraphe 95 est supprimé comme sans effet après les rajouts au 94. Au 96, est précisé le contenu du contrôle des salariés sur leur entreprise. Dans le même souci, des modifications sont apportées aux paragraphes 97 et 98. Le paragraphe 99 est adopté sans changement.

Sur le paragraphe 100 est adoptée une adjonction spécifiant qu'il convenait d'adopter « un modèle socialiste de développement régional » (notamment en matière d'investissements industriels, commerciaux et agricoles).

En accord avec la commission, Christiane MORA, de la Gironde, appuyée par la Fédération de l'Aude, fait adopter un texte prévoyant la réunion en 1971 d'une instance nationale « consacrée aux problèmes paysans et destinée à l'élaboration d'un plan d'action en milieu rural ».

Dominique Taddéi suggère ensuite qu'on aborde la suite du rapport plus par sujet que par paragraphe, quelques problèmes importants y dégagent des clivages politiques. Le Congrès adopte d'abord — il n'y avait pas de divergence — une proposition de rédaction nouvelle des paragraphes 104 et 105 (Tiers Monde) proposée par Bruno JOBERT et la Fédération de l'Isère.

Sur le Pacte Atlantique, deux thèses se sont exprimées en commission et deux nouveaux textes ont été rédigés, l'un défendu par Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine) et l'autre par Jacques GUYARD (Paris).

Robert Pontillon souligne que le problème n'est pas d'opposer des partisans et des adversaires du Pacte Atlantique. Il est de savoir comment on peut le mieux atteindre un objectif commun, la disparition des pactes actuels et leur remplacement par un nouveau système de sécurité collectif et européen libre de toute hégémonie étrangère. Le retrait préalable et unilatéral de la France ne résout rien. Il serait de plus illusoire et dangereux, en compromettant la réalisation de l'objectif poursuivi, en nous privant d'un moyen dans la négociation internationale nécessaire. L'orateur lit alors le texte suivant, qui viendrait à l'article 103 :

« Quels que soient les dangers de cette situation, les pactes constituent dans l'état actuel des choses un élément provisoire d'équilibre. »

« Le Parti Socialiste se prononce pour la dissolution simultanée du Pacte de l'Atlantique et du Pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs. »

« Il estime que cette dissolution devrait être facilitée par la réunion d'une conférence sur la sécurité européenne. Celle-ci aurait notamment pour objet d'envisager une expérience de réduction progressive et équilibrée des forces militaires en Europe et de contrôle international de cette réduction. »

« Celle-ci pourrait constituer le premier exemple donné au monde d'un accord de réduction des armements et de création d'une zone de désengagement militaire. » (Applaudissements.)

Jacques Guyard craint que la dissolution simultanée des deux blocs reste un vœu pieux pour longtemps encore. Il faut donc se définir par rapport à la situation française. Un geste éclatant des socialistes français peut aider à modifier le contexte international. En restant dans le Pacte, nous entérinons le partage du monde en deux blocs impérialistes. D'autre part, en prenant position pour le retrait, nous contrainsons le P.C.F. à prendre une position identique sur la présence des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. A partir de quoi un gouvernement socialiste-communiste aurait l'autorité pour ouvrir des négociations. L'orateur lit le texte suivant :

« Les Socialistes dénoncent la politique des blocs, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. « En ce qui les concerne, ils lutteront pour que la France quitte le Pacte Atlantique, qui est une des formes de la domination du capital américain en Europe. Ils considèrent, en effet, contradictoire, l'appartenance à un système militaire dirigé par la première puissance capitaliste du monde, et le développement d'une expérience socialiste dans notre pays. »

« Cette position permettra d'exiger du Parti Communiste Français qu'il s'engage à agir au sein du mouvement communiste international, pour le retrait des troupes du Pacte de Varsovie des démocraties populaires, notamment en Tchécoslovaquie. »

« Dans le cadre d'une expérience socialiste française, elle permettrait de proposer l'ouverture immédiate de négociations pour étudier les conditions d'un Pacte de sécurité européenne, hors de l'hégémonie américaine ou soviétique. »

Le vote par mandat est demandé par le Congrès consulté. Les résultats du scrutin sont proclamés par Albert Gazier :

- Nombre de mandats : 2.996.
- Texte rapporté par Robert Pontillon : 2.409.
- Texte rapporté par Jacques Guyard : 432.
- Refus de vote : 7.
- Abstentions : 26.
- Absents : 122.

En conséquence, les articles 102 et 103 sont adoptés avec la rédaction majoritaire.

La discussion s'engage ensuite sur les articles 106, 107 et 108, concernant l'Europe. Dominique Taddéi et Robert Verdier expliquent dans quelles conditions la commission a travaillé, le débat tournant sur l'incompatibilité possible entre la construction européenne et celle du socialisme en France. Un accord très large a été obtenu sur le texte suivant : « Si le développement de la construction européenne devait un jour freiner l'évolution vers le socialisme, le Parti socialiste ne renoncera pas à faire prévaloir des solutions socialistes. »

Guy Mollet, au nom de la Fédération du Pas-de-Calais, demande un vote séparé, sur l'amendement et sur l'ensemble du texte, parce que sa fédération votera le texte et non l'amendement qui présente comme une hypothèse l'opposition entre la construction de l'Europe et le socialisme, ce qui veut dire *a contrario* qu'on pourrait bâtir le socialisme dans un seul pays.

Le vote par division étant de droit, le président fait voter paragraphe par paragraphe. Ils sont adoptés tous ainsi que l'ensemble.

Le débat sur le Plan d'action est clos et Albert Gazier fait procéder au vote sur l'ensemble du projet. Le vote par mandats n'étant pas demandé, c'est à main levée que le Congrès, unanime moins 3 abstentions, adopte le Plan d'action socialiste.

## LA CLOTURE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Le Congrès entend alors Georges SARRE (Paris) pour la présentation de la motion sur l'unité des socialistes qui n'avait pas été jugée recevable dans la discussion sur le Plan d'action. L'orateur souligne les inconvénients de la division, notamment dans les compétitions électorales. L'unification serait un facteur d'entraînement pour les hésitants. Et puisque François Mitterrand avait dit la veille « tout est possible », allons plus vite. Il termine en lisant la motion suivante : « Etant donné qu'il n'y a aucune raison pour que subsiste la division des organisations qui s'étaient mises d'accord sur notre Déclaration de principes, la réunification des forces socialistes doit intervenir sans tarder. Le Congrès donne mandat au Comité Directeur de tout mettre en œuvre pour que le prochain Congrès ordinaire soit le Congrès de réunification des socialistes, conformément à l'esprit et à la lettre d'Issy-les-Moulineaux. »

Alain Savary fait observer qu'il pourrait, en faisant du juridisme, opposer la non-recevabilité, l'ordre du jour du Congrès extraordinaire étant précis et limité. Il ne le fera pas, mais demande au président de considérer ce texte comme un vœu du Congrès, la résolution d'Issy-les-Moulineaux ayant tracé la voie à suivre. « Les responsables du Parti, Comité Directeur, Bureau et Secrétariat, continuent d'œuvrer comme ils l'ont fait, dans le sérieux, la volonté et la démocratie, pour parvenir à l'unité de tous les socialistes. »

Il en est ainsi décidé. Il en est de même pour un texte de Jacques ROYNETTE (Seine-et-Marne) ainsi rédigé : « Les organismes centraux du Parti mettent en place immédiatement une commission chargée de rédiger, dans le respect des objectifs fixés par le Plan d'action socialiste, un programme de gouvernement détaillé et précis. Cette commission rendra compte de ses travaux avant la fin de l'année. »

Albert Gazier clôture le Congrès en prononçant les quelques mots suivants : « D'abord, je crois que tout le Congrès voudra remercier nos camarades d'Epinay de l'effort très remarquable qu'ils ont fait pour nous accueillir dans les meilleures conditions. » (Vifs applaudissements.)

Notre camarade Gilbert BONNEMAISON, Maire d'Epinay-sur-Seine, et dont vous avez connu, au début de ce Congrès, l'accident, je puis vous le dire, par les nouvelles que

nous recevons de lui, est dans un état aussi satisfaisant que possible, et les vœux du Congrès contribueront à son rétablissement. » (Applaudissements.)

Un dernier mot sur nos travaux :

La méthode que nous avons suivie pour l'élaboration de ce plan d'action, si elle n'était certes pas parfaite, est tout de même, incontestablement, un modèle de démocratie.

Un texte a été préparé par des organismes dirigeants, et des spécialistes qui y ont consacré de longues soirées. Il a été envoyé à toutes les sections et discuté par elles, discuté par les Fédérations, soumis au Congrès. Et c'est grâce au travail des commissions qui se sont réunies aujourd'hui que les débats ont pu être aussi

ordonnés et aussi efficaces que j'ai plaisir à le constater maintenant.

Mes camarades, il n'y a aucune organisation, il n'y a aucun programme, il n'y a aucun plan d'action, en France, qui aient été établis dans des conditions de si parfaite démocratie. » (Applaudissements.)

Et maintenant que le travail est fait, et qu'il est bien fait, il nous reste à le populariser, à consacrer tous nos efforts pour le commenter, pour l'expliquer, pour convaincre, et ensuite nos efforts ne seront pas terminés, il nous faudra aussi le faire passer dans les faits.

Le Congrès est terminé. Merci à tous. » (Applaudissements.)

(L'Assemblée, debout, chante l'Internationale.)



Albert GAZIER (à gauche) qui présidait la dernière séance du Congrès, et Alain SAVARY.

Supplément au N° 92  
du BULLETIN SOCIALISTE  
(8 Septembre 1970)

Le Directeur de la Publication :  
Alain SAVARY

Imprimerie ROTO-LUX - Bagnolet